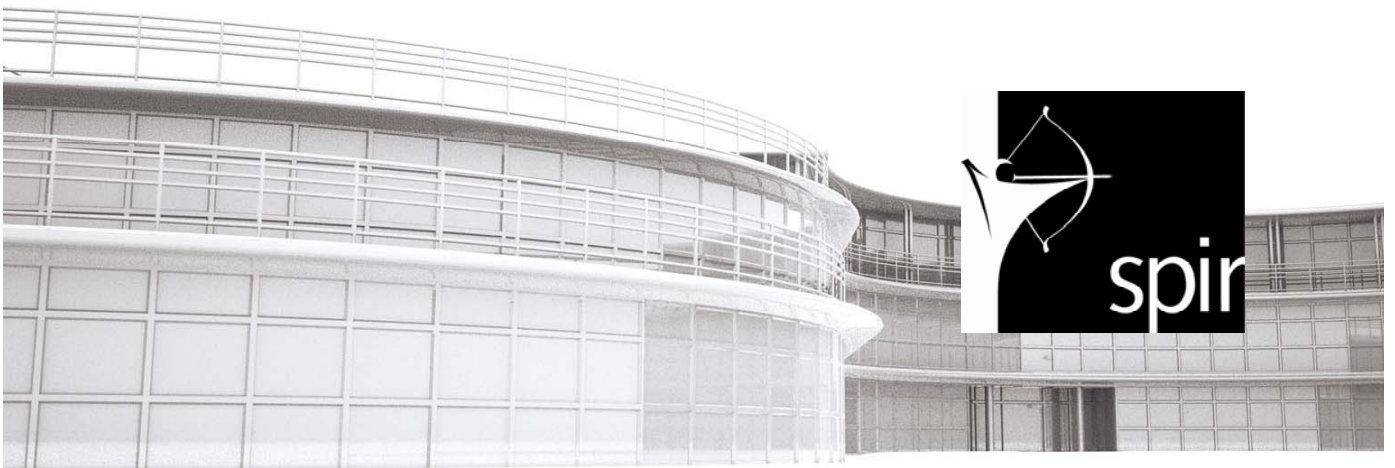


# GROUPE SPIR COMMUNICATION

## Rapport financier Annuel 2010



Acteur global de la communication de proximité

**Informations financières consolidées 2010**  
**Assemblée générale mixte du jeudi 19 mai 2011**

## Rapport de gestion

Rapport de gestion du conseil d'administration	5
--	---

## Etats financiers consolidés annuels

Etat consolidé de situation financière	15
Compte de résultat consolidé	16
Etat du résultat global	16
Etat consolidé des flux de trésorerie	17
Etat consolidé des variations des capitaux propres	18

## Annexe des comptes consolidés

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2010	19
Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	21
Explications des postes du bilan et du compte de résultat	28
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	51

## Comptes sociaux

Comptes sociaux Spir Communication SA	53
Annexe des comptes sociaux	56
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	67

## Autres rapports et documents juridiques

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	69
Rapport sur la gouvernance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par le groupe Spir	73
Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration	83
Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale mixte du 19 mai 2011	85
Liste des mandats des mandataires sociaux Spir Communication	91

# Attestation du rapport financier Annuel 2010

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Louis Echelard  
Président du conseil d'administration

# RAPPORT DE GESTION

## Le rapport de gestion du conseil d'administration à l'assemblée générale mixte du 19 mai 2011

Le groupe Spir Communication a amorcé son redressement sur l'exercice 2010.

Sur le Pôle Médias, le groupe a poursuivi sa mutation vers internet et a concrétisé sa volonté de sortir du modèle traditionnel de la presse gratuite d'annonces.

Sur le Pôle Distribution, dans un environnement particulièrement concurrentiel, l'activité Imprimés Publicitaires a démontré sa résistance grâce à son efficacité pour les annonceurs. Quant à l'activité Colis, elle a été orientée vers une meilleure maîtrise de la qualité et des processus.

En conséquence, conformément aux prévisions, le résultat opérationnel courant atteint quasiment l'équilibre (-0,4 millions d'euros).

L'exercice est marqué par la cession de 50% des titres détenus dans le capital de la société les Editions Aixoises Multimédia éditrice du site leboncoin.fr et par l'acquisition de 50% du capital de la société Car&Boat Média Holding SA, holding des sociétés éditrices des sites caradisiac.com et lacentrale.fr, désormais détenue à 100%.

Cette double opération a permis au groupe Spir de dégager un résultat opérationnel de 114,9 millions d'euros et un résultat net de 119,7 millions d'euros. Elle permet également au groupe de se désendetter et d'afficher une trésorerie nette de 9 millions d'euros à la clôture.

### EVOLUTION DU GROUPE SPIR COMMUNICATION EN 2010

Les comptes consolidés de l'exercice 2010 ainsi que les informations comparatives 2009 ont été préparés en appliquant les seules règles de reconnaissance et d'évaluation figurant dans les normes IFRS et interprétations IFRIC adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2010.

La base de préparation des informations financières consolidées résulte en conséquence des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2010 telles qu'elles sont adoptées au 31 décembre 2010 par l'Union Européenne.

### Comptes consolidés

<i>En millions d'euros</i>	2009	2010	Variation
Chiffre d'affaires	577,1	539,3	(6,6)%
Résultat opérationnel courant	(16,7)	(0,4)	
Résultat opérationnel	(74,1)	114,9	
Résultat net consolidé	(92,9)	119,7	
Résultat net part du groupe	(92,9)	119,7	

### Le chiffre d'affaires

Le groupe Spir Communication a enregistré en 2010 une baisse de son chiffre d'affaires consolidé de 6,6%, soit 37,9 millions d'euros.

Cette baisse s'explique principalement par la poursuite de la diminution du chiffre d'affaires presse au sein du Pôle Médias pour 44,9 millions d'euros.

### Le résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est quasiment à l'équilibre (-0,4 million d'euros) et en progression de 16,3 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration est notamment la conséquence des restructurations et des plans d'économies et de rationalisation des coûts effectués sur l'exercice 2009 et poursuivis sur l'exercice 2010.

Les coûts de personnel et les charges externes sont ainsi en réduction respectivement de 9,4% et 7,6%.

### Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est un bénéfice s'élevant à 114,9 millions d'euros. L'exercice précédent affichait une perte de 74,1 millions d'euros.

Les éléments constitutifs du résultat opérationnel sont les suivants :

*En millions d'euros*

<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-0,4</b>
Plus value de cession des Editions Aixoises Multimédia	195,5
Moins values de cession de S3G Com, Inter Hebdo et Cubic Média	-6,5
Provisions pour dépréciation des goodwill de l'activité Presse Gratuite d'Annonces	-35,9
Provisions pour dépréciation des goodwill, des écarts d'évaluations et des matériels industriels de l'activité Imprimerie	-35,1
Coûts nets de restructurations	-2,6
Autres éléments	-0,1
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>114,9</b>

### Le résultat net consolidé

Après prise en compte d'un résultat financier de - 5,7 millions d'euros, d'un impôt créditeur à hauteur de 9,8 millions d'euros et de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence pour 0,7 million d'euros, le bénéfice net consolidé s'élève à 119,7 millions d'euros contre une perte nette de 92,9 millions d'euros en 2009.

### Le résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe est un bénéfice de 119,7 millions d'euros contre une perte de 92,9 millions d'euros en 2009. Le résultat net part du groupe par action, calculé sur 6 245 411 actions, s'élève à 19,16 euros.

### Le bilan

Les fonds propres du groupe s'élèvent à 271,2 millions d'euros. Leur augmentation de 120 millions d'euros correspond essentiellement au résultat de l'exercice 2010 (119,7 millions d'euros).

Sur l'exercice, le groupe Spir s'est totalement désendetté. Son endettement financier net était de 111,6 millions d'euros et son ratio «Endettement net/Fonds propres» (Gearing) s'élevait à 0,74 au 31 décembre 2009. Au 31 décembre 2010 le groupe est en situation de trésorerie positive pour 9,3 millions d'euros.

Les provisions et autres passifs courants diminuent de 11 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la reprise de provisions pour restructurations.

La part des dettes à plus d'un an représente 73,5 % du montant de la dette brute.

Les dettes à plus d'un an, soit 22 millions d'euros, sont principalement constituées de :

- 14,8 millions d'euros de crédit-baux dont la rémunération est principalement un taux fixe avec une valeur moyenne de 4,04%, marge incluse,
- 2 millions d'euros constitués d'un prêt bancaire dont la rémunération est un taux fixe de 4,475%, marge incluse,
- 3,6 millions d'euros constitués d'un prêt bancaire dont la rémunération est un taux fixe de 4,98%, marge incluse,
- 1,2 million d'euros au titre de la couverture de juste valeur des « swaps ».

La maturité des emprunts et des crédit-baux est de 4,4 ans. Le taux moyen du financement par endettement long terme est de 4,25%, marge incluse.

Les dettes à court-terme (inférieures à 1 an), soit 7,9 millions d'euros sont composées des échéances à venir en 2011 des prêts et crédits moyen et long terme.

Les actifs immobilisés nets (actifs non courants y compris les impôts différés) s'élèvent à 292,4 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 306,9 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les «goodwill» nets augmentent de 13,5 millions d'euros et s'élèvent à 204,6 millions d'euros.

Les principales explications à cette variation sont les suivantes :

*En millions d'euros*

Valorisation d'un goodwill sur l'activité de Presse gratuite automobile suite à l'acquisition des 50 % complémentaires de Car&Boat Média Holding	62,0
Dépréciation du goodwill de l'activité de Presse gratuite d'annonces	-35,9
Dépréciation du goodwill de l'activité Imprimerie	-6,2
Cession de Cubic Média (société néerlandaise de presse thématique immobilière)	-6,5

Les immobilisations corporelles nettes diminuent de 36,5 millions d'euros et s'élèvent à 35,8 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Les principales explications à cette évolution sont les suivantes :

*En millions d'euros*

Dépréciation des matériels industriels et des écarts d'évaluation sur l'activité Imprimerie	-26,9
Investissements nets	+4,0
Dotations aux amortissements	-13,7

Les participations non consolidées en intégration globale ou proportionnelle diminuent de 5,3 millions d'euros essentiellement suite à la cession des participations dans les sociétés S3G Com et Inter Hebdo.

Les impôts différés actifs nets augmentent de 15,4 millions d'euros. Ils s'élèvent à 20,3 millions d'euros au 31 décembre 2010.

### Le tableau de flux de trésorerie

La trésorerie du groupe progresse sur l'exercice de 37,2 millions d'euros.

La capacité d'autofinancement (avant coût de l'endettement financier net et impôt) progresse de 12,1 millions d'euros entre 2009 et 2010. Cette progression est corrélée au retour à l'équilibre du résultat opérationnel courant.

A l'inverse, la variation du besoin en fonds de roulement, défavorable en raison du resserrement des délais de crédit fournisseurs, s'élève à 2,6 millions d'euros et a consommé les effets positifs sur la capacité d'auto financement.

En cumul, les flux nets de trésorerie relatifs à l'activité sont à l'équilibre (-0,1 million d'euros).

La cession des 50% détenus dans le capital des Editions Aixoises Multimédia (leboncoin.fr) au groupe Schibsted s'est élevée, en tenant compte de la trésorerie apportée, à 204,5 millions d'euros.

L'acquisition, également auprès du groupe Schibsted, des 50% complémentaires dans le capital de Car&Boat Média Holding (lacentrale.fr et caradiac.com), s'est élevée, en tenant compte de la trésorerie récupérée, à 61,5 millions d'euros. Cette double opération dont le net représente 143 millions d'euros constitue l'explication principale du poste « incidence des variations de périmètre ».

Les investissements nets de la période s'élèvent à 9,6 millions d'euros.

En cumul, les flux relatifs aux investissements/désinvestissements de la période génèrent une variation positive de trésorerie de 126,9 millions d'euros.

Le groupe Spir a remboursé sur décembre la dette auprès de ses actionnaires pour 42,8 millions d'euros et l'intégralité de ses concours bancaires créditeurs pour 29 millions d'euros.

Les remboursements des échéances des emprunts bancaires, des crédits-baux et des intérêts rattachés se sont élevés sur la période à 17,8 millions d'euros.

En cumul, les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement s'élèvent donc à -89,6 millions d'euros.

## EVOLUTION DES ACTIVITES DU GROUPE

Par rapport au chiffre d'affaires du 31 décembre 2009, la contribution de chaque activité à l'évolution globale du chiffre d'affaires consolidé du groupe est la suivante :

- - 22,6 millions d'euros pour le Pôle Médias, soit une diminution de 9,2%,
- - 15,3 millions d'euros pour le Pôle Distribution, soit une diminution de 4,6%.

### Pôle Médias

L'évolution du Pôle Médias est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2009	2010	Variation
Chiffre d'affaires total	260,1	244,6	-6,0%
Chiffre d'affaires externe	245,1	222,5	-9,2%
dont Presse	193,7	149,0	-23,1%
dont Internet	51,4	73,5	+43,0%
Résultat opérationnel courant	(27,8)	(6,8)	+75,5%
dont Presse	(34,8)	(24,6)	+29,3%
dont Internet	7,0	17,8	+154,3%
Taux de ROC/CA	(10,7)%	(2,8)%	+7,9%

La baisse du chiffre d'affaires externe du Pôle Médias est le résultat :

- d'une augmentation de 43% soit 22,1 millions de chiffre d'affaires internet grâce à la bonne performance du site généraliste leboncoin.fr (+7,2 millions d'euros soit +87,2%) et des sites spécialisés sur le secteur automobile caradisiac.com et lacentrale.fr (+3,4 millions d'euros, soit +21,2%),
- de la dynamique des sites logic.immo.com et topannonces.fr. Les chiffres d'affaires de ces sites progressent sur la période respectivement de 6,5 millions d'euros, soit 43,4% et 4,5 millions d'euros soit 36,9%. Le chiffre d'affaires internet représente sur l'exercice 2010 33% du chiffre d'affaires du Pôle Médias contre 21% en 2009,
- et d'une poursuite de la baisse du chiffre d'affaires presse de 23,1% soit 44,7 millions d'euros. Cette baisse confirme la mutation qui touche le secteur de la diffusion de petites annonces et le transfert vers internet.

Le résultat opérationnel courant du pôle Médias est en amélioration de 21 millions d'euros à -6,8 millions d'euros. Cette progression résulte :

- sur la Presse, d'une perte de marge (-24,6 millions d'euros) liée à la poursuite de la baisse du chiffre d'affaires. Cette perte est réduite de 29,3% par rapport à l'exercice précédent suite à la mise en place des plans de restructuration,
- sur Internet, d'une progression des marges sur l'ensemble des sites opérés par le groupe. Le résultat opérationnel courant internet s'élève à 17,8 millions d'euros sur l'exercice et présente une augmentation de 154,3 %.

### Pôle Distribution

L'évolution du Pôle Distribution est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2009	2010	Variation
Chiffre d'affaires total	348,6	328,2	-5,9%
Chiffre d'affaires externe	332,0	316,7	-4,6%
dont Imprimés pub.	279,2	277,7	-0,5%
dont Colis	52,8	39,0	-26,0%
Résultat opérationnel courant	11,1	6,4	-42,4%
dont Imprimés pub.	19,8	16,3	-17,7%
dont Colis	(8,7)	(9,9)	-14,0%
Taux de ROC/CA	3,2%	2,0%	-1,2 pts

L'évolution du chiffre d'affaires externe du Pôle Distribution est caractérisée par :

- une stabilité du chiffre d'affaires Distribution d'Imprimés Publicitaires (-0,5%) s'élevant à 277,7 millions d'euros et représentant désormais 51,5% du chiffre d'affaires consolidé global,
- une diminution du chiffre d'affaires Colis de 13,8 millions d'euros, soit 26 % en raison de la priorité donnée à la mise en place de processus structurés pour améliorer la maîtrise de la qualité de service. Ces efforts indispensables ont été réalisés aux dépens du développement.



Le résultat opérationnel courant du pôle Distribution est en recul de 42,4% à 6,4 millions d'euros. Cette baisse de 4,7 millions d'euros s'explique par :

- une perte de 1,1 point de marge (-3,5 millions d'euros) sur l'activité Imprimés Publicitaires. Cette perte de marge s'explique essentiellement par la baisse significative du chiffre d'affaires de distribution des journaux du groupe,
- une perte de 9,9 millions d'euros sur l'activité Colis en raison des volumes insuffisants.

## EVOLUTION DE LA SOCIETE SPIR COMMUNICATION SA

### Comptes sociaux

Les principaux soldes du compte de résultat de la société Spir Communication SA sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2009	2010
Chiffre d'affaires	6,3	4,8
Résultat d'exploitation	(0,5)	(0,4)
Résultat financier	(72,3)	(117,9)
Résultat exceptionnel	(1,7)	202,5
Impôt	1,2	(3,6)
Résultat net	(73,3)	80,6

Le chiffre d'affaires est constitué uniquement de prestations de management ou d'assistance facturées à ses filiales.

Le résultat financier s'élève à -117,9 millions d'euros. Il est principalement constitué de provisions pour dépréciation de titres et de comptes courants de filiales déficitaires pour respectivement 54,1 millions d'euros et 64,9 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel s'élève à 202,5 millions d'euros. Il est principalement constitué du produit net de cession de la société Editions Aixois Multimédia pour 203,2 millions d'euros.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 3,6 millions d'euros, le résultat net s'élève à 80,6 millions d'euros.

### Prise de participations financières

Concernant les participations financières, en 2010, Spir Communication SA a réalisé les opérations suivantes :

- augmentation de capital en numéraire de 5,5 millions d'euros de la société Régicom,
- acquisition pour 61,5 millions d'euros de 50% complémentaires du capital de la société Car&Boat Média Holding SAS,
- cession des titres Editions Aixois Multimédia, Inter Hebdo et S3G Com dont la valeur brute s'élevait à 39,5 millions d'euros.

### Echéance des fournisseurs

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du code de commerce, nous vous précisons les échéances des dettes fournisseurs de la société, y compris les fournisseurs qui sont des sociétés appartenant au groupe Spir Communication.

- montant des dettes dont l'échéance est antérieure au 01/02/2011 : 2,2 millions d'euros,
- montant des dettes dont l'échéance est comprise entre le 02/02/2011 et le 28/02/2011 : 0.

## Activités et résultats des filiales

Les résultats sociaux des principales filiales de la société Spir Communication sont les suivants :

Filiale <i>En millions d'euros</i>	Activité	CA 2009	CA 2010	Résultat net 2009	Résultat net 2010
Régicom	Régie journaux gratuits	114,4	86,6	(51,2)	(64,9)
Adrexo	Distribution d'imprimés publicitaires	297,3	291,5	7,8	(0,4)
Cip	Gestion administrative	28,4	25,4	(2,2)	(3,0)
Imprimeries IPS	Imprimerie rotative	92,3	84,6	(8,7)	(27,7)
Concept Multimédia	Edition thématiques immobiliers	50,2	53,6	(9,1)	(10,1)
CarBoatMédia Holding	Holding	0	0	1,7	24,2
20 minutes France	Edition de journaux d'information gratuits	49,2	52,2	0,1	2,8
Editions Aixoises Multimédia	Edition de site Internet	18,3	Sté cédée en 2010	7,5	Sté cédée en 2010
S3G Com	Edition journaux gratuits d'annonces	32,5	Sté cédée en 2010	(4,0)	Sté cédée en 2010
Interhebdo	Edition journaux gratuits d'annonces	1,3	Sté cédée en 2010	(0,2)	Sté cédée en 2010

## Actionnariat et cours de bourse

### Composition de l'actionnariat au 31 décembre 2010

Au 31 décembre 2010, la répartition du capital de la société Spir Communication SA est la suivante :

	Nombre d'actions détenues 31/12/2010	% du capital 31/12/2010	% du capital 31/12/2009	% des droits de vote 31/12/2010
Prépart SCS	3 485 692	55,8%	55,8%	67,8%
Sofiouest SA	662 348	10,6%	10,6%	13,1%
Actions propres	157 715	2,5%	2,6%	
Public	1 939 656	31,1%	31,0%	19,1%
<b>TOTAL</b>	<b>6 245 411</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Nous rappelons que les filiales contrôlées par notre société ne détiennent aucune action de notre capital social.

Les salariés du groupe Spir Communication détiennent moins de 1% du capital à travers le plan d'épargne entreprise.

## Evolution du cours de bourse

Le cours a augmenté de 28,4% sur l'exercice, progressant de 17,25 euros à 22,15 euros le 31 décembre 2010. Cette évolution, à compter de mi-septembre 2010, est à mettre en relation avec l'annonce de la double opération décrite ci-avant avec le groupe Schibsted.

### OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée au cours de l'exercice.

La situation des options valides se présente ainsi au 31 décembre 2010 :

Date d'attribution et type d'option	Prix d'exercice (1 action pour 1 option)	Options valides et non encore exercées au 31/12/2010	Eventuelle augmentation de capital en résultant	Période d'exercice
22/05/2003 Achat	65,51 euros	5 750	0	22/05/2007 au 22/05/2011
19/05/2004 Achat	111,72 euros	15 250	0	19/05/2008 au 19/05/2012
19/05/2005 Achat	147,02 euros	21 550	0	19/05/2009 au 19/05/2013
18/05/2006 Achat	122,91 euros	31 130	0	18/05/2010 au 18/05/2014
15/05/2007 Achat	105,26 euros	29 425	0	15/05/2011 au 15/05/2015
<b>TOTAL</b>		<b>103 105</b>		

### Rémunération des mandataires sociaux

Lors de sa séance du 16 décembre 2008, le conseil d'administration a estimé que les recommandations publiées conjointement le 6 octobre 2008 par l'AFEP et le MEDEF relatives aux conditions de rémunération des mandataires sociaux des sociétés cotées s'inscrivaient pleinement dans le cadre de la politique de gouvernance du groupe Spir Communication et a constaté qu'une grande partie de ces recommandations étaient déjà appliquées. En conséquence, et en application de la loi du 3 juillet 2008 transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, le code AFEP-MEDEF ainsi modifié constitue désormais le code de gouvernement d'entreprise de référence pour Spir Communication.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux durant l'exercice 2010 par les sociétés du groupe Spir Communication mais aussi par les sociétés qui contrôlent le groupe Spir à savoir la SCS Prépart et Sofiouest SA :

- **Monsieur Louis Echelard**, au titre des mandats suivants à compter du 3 septembre 2009 : Président du conseil d'administration de Spir Communication SA, Président de Carboatmedia Holding, représentant permanent de Spir Communication à la présidence de Régicom SAS, Imprimeries IPS SAS, EAM SAS, représentant permanent de Régicom SAS à la présidence de RPN SAS, en qualité de représentant permanent de Spir Communication au conseil d'administration de 20 minutes France SAS, la somme de 470 milliers d'euros. Cette somme se compose :
  - d'un salaire fixe égal à 450 milliers d'euros,
  - de jetons de présence pour un montant de 20 milliers d'euros,
- **Monsieur François-Régis Hutin**, administrateur de Spir Communication SA, cogérant de la Prépart SCS, Président et administrateur de Sofiouest SA, la somme de 55 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) ainsi que 10 milliers d'euros au titre de jetons de présence,
- **Monsieur Paul Museux**, administrateur de Spir Communication SA, administrateur de Sofiouest, cogérant de la Prépart SCS, la somme de 10 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) ainsi que 20 milliers d'euros au titre de jetons de présence,

- **Monsieur Gilles Moutel**, Directeur Général de Sofiouest SA, administrateur en qualité de représentant permanent de la société Sofiouest SA, la somme de 338 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication),
- **Monsieur Camille Thiery**, administrateur et membre de comités de Spir Communication SA, administrateur de 20 minutes France SAS et de Concept Multimédia Switzerland SA, la somme 20 milliers d'euros au titre des jetons de présence et la somme de 20 milliers d'euros au titre de prestations de service,
- **Monsieur Gérard Bécue**, administrateur de Spir Communication SA et de Sofiouest SA et membre de comités a perçu la somme de 10 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) et la somme de 20 milliers d'euros au titre des jetons de présence,
- **Monsieur Georges Coudray**, administrateur de Spir Communication SA et Vice-Président et administrateur de Sofiouest SA, a perçu la somme de 10 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) et la somme de 10 milliers d'euros au titre des jetons de présence,
- **Monsieur François-Xavier Hutin**, administrateur de Spir Communication SA et de Sofiouest SA, a perçu la somme de 10 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) et la somme de 10 milliers d'euros au titre des jetons de présence,
- **Monsieur Patrice Hutin**, administrateur de Spir Communication SA et de Sofiouest SA, a perçu la somme de 10 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) et la somme de 10 milliers d'euros au titre des jetons de présence.

Les autres administrateurs **Messieurs Francis Cartoux**, **Philippe Toulemonde** et **Henri Tracou**, ont perçu en 2010 chacun la somme de 10 milliers d'euros au titre des jetons de présence.

Les mandataires sociaux n'ont pas exercé de levées d'options au cours de l'exercice. Il n'existe aucune rémunération différée ou engagement particulier accordés aux dirigeants autres que les montants évoqués ci-dessus.

## Opérations sur titres des mandataires sociaux

Toute opération d'achat ou de vente réalisée par un mandataire social sur l'action Spir Communication doit être déclarée à la société afin qu'elle puisse réaliser les formalités de déclaration auprès de l'AMF. En 2010, aucune opération n'est à déclarer.

## Informations sur le développement durable

Conformément aux dispositions de la loi NRE, des informations concernant le développement durable sont communiquées sur le site internet spir.fr, dans la partie Finances / Partie Informations réglementées. Le développement durable, notion définie en 1987 par la commission mondiale pour l'environnement et le développement se définit par «la capacité des générations présentes à satisfaire leurs besoins sans compromettre l'aptitude des générations futures à couvrir leurs propres besoins».

## Informations diverses

### Conventions relevant de l'article L.225-38 du Code de Commerce :

Nous vous signalons que les conventions entrant dans le champ d'application des dispositions du Code de Commerce, conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et des exercices antérieurs, font l'objet d'un rapport que nos commissaires aux comptes vous soumettront.

### Activité en matière de recherche et développement :

Au cours de l'exercice écoulé, l'entreprise a conduit des travaux de recherche et de développement dans le cadre de ses activités internet et distribution adressée mais la nature de ces travaux ne permet pas de les inscrire à l'actif du bilan.

### Dépenses non déductibles :

Au titre de l'exercice, aucune dépense et charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au titre de l'article 39-4 du C.G.I. est à mettre en évidence.

## Présentation des résolutions

### Affectation du résultat :

Il sera proposé à l'Assemblée Générale l'affectation et la répartition suivantes du résultat de l'exercice :

- ➔ Résultat de l'exercice : **80 648 657,46** euros  
Soit un total à répartir de : **80 648 657,46** euros.
- ➔ Réserves diverses : **80 648 657,46** euros  
Total réparti : **80 648 657,46** euros.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	2007	2008	2009	2010 (proposition)
Nombre d'actions rémunérées	6 245 411	6 245 411	6 245 411	6 245 411
Distribution totale	31 227 055,00 euros	0	0	0
Dividende par action	5,00 euros	0	0	0
Avoir fiscal	N/A	N/A	N/A	N/A
Dividende éligible à l'abattement	5,00 euros	0	0	0
Dividende non éligible à l'abattement	0	0	0	0

### Autorisation d'opérer en bourse

Le conseil d'administration a utilisé au cours de l'exercice l'autorisation d'opérer en bourse sur le titre qui lui a été donnée par l'assemblée générale mixte du 19 mai 2010.

- Un contrat de liquidité est en cours avec une société de bourse. Dans ce cadre, au 31 décembre 2010, la société possédait 6 271 actions Spir Communication dont le prix de revient s'élève à 22,13 euros,
- La société détient 151 444 actions Spir Communication dont le prix de revient s'élève à 103,59 euros pour couvrir les plans d'options d'achat d'actions en cours de validité ou futurs.

Il vous est proposé de renouveler l'autorisation de procéder à des achats et à des ventes d'actions Spir Communication dans la limite de 8% du nombre d'actions composant le capital social au jour de l'assemblée, soit 499 632 actions calculé par rapport au nombre d'actions composant le capital ce jour, le prix maximum d'achat ne pouvant excéder 100 euros par action et le prix minimum de vente ne pouvant être inférieur à 5 euros ; ces montants pouvant être ajustés en cas de modification du capital social.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées avec les finalités suivantes par ordre d'intérêt décroissant :

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Spir Communication par un Prestataire de Service d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF, avec un plafond de 4% du capital social,
- attribuer des actions aux salariés de la société et des filiales du groupe Spir Communication, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, pour le service des options d'achats d'actions ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés dans l'application des dispositions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- financer des opérations de croissance externe, en respectant le plafond légal de 5% du capital social.

Les achats ou cessions de ces actions pourront être effectués par tous moyens, y compris par acquisition ou cession de bloc de titres et avec l'utilisation d'instruments dérivés.

## Perspectives d'avenir

Le groupe Spir, sur son activité média, va poursuivre sa mutation vers les supports internet et sa sortie du modèle traditionnel de presse gratuite d'annonces. Une publication rénovée au format magazine a été diffusée à l'échelle du territoire national sous la marque TOP à compter de janvier 2011.

En ce qui concerne son activité de distribution, sur le marché à maturité des imprimés publicitaires, le groupe oriente ses efforts sur l'optimisation de sa productivité. Sur le marché du colis, fortement corrélé au développement du e-commerce, le groupe poursuit les échanges avec TNT Express, dans le prolongement du Memorandum of Understanding signé le 14 décembre 2010, avec un double objectif stratégique : accroître les volumes opérés et réduire les coûts de distribution.

Dans un contexte économique plus favorable, le groupe Spir envisage un résultat opérationnel courant bénéficiaire pour l'exercice 2011.

Le Président du conseil d'administration

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ANNUELS

## Etat consolidé de situation financière

### ACTIF

31/12/2010

31/12/2009

*En milliers d'euros*

<b>Actifs non courants</b>			
Note 1	Goodwill	204 590	191 148
Note 2	Autres immobilisations incorporelles	18 076	21 133
Note 3	Immobilisations corporelles	35 774	72 245
Note 4	Participations dans les entreprises associées	6 968	12 284
Note 5	Autres actifs financiers	6 710	5 173
Note 6	Impôts différés	20 267	4 885
	<b>Total actifs non courants</b>	<b>292 385</b>	<b>306 868</b>
<b>Actifs courants</b>			
Note 7	Stocks et en-cours	7 062	5 272
Note 8	Clients et autres débiteurs	110 439	113 783
	Créances d'impôt	9 423	9 343
Note 9	Autres actifs courants	2 825	2 793
Note 10	Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 219	2 024
	<b>Total actifs courants</b>	<b>168 968</b>	<b>133 215</b>
	<b>Total de l'actif</b>	<b>461 353</b>	<b>440 083</b>

### PASSIF

31/12/2010

31/12/2009

*En milliers d'euros*

<b>Capitaux propres</b>			
	Capital	24 982	24 982
	Primes liées au capital	25 136	25 136
	Réserves	101 449	193 989
Note 11	Résultat consolidé	119 674	(92 888)
	<b>Capitaux propres et réserves attribuables aux actionnaires de la société mère</b>	<b>271 241</b>	<b>151 219</b>
Note 12	<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total capitaux propres</b>	<b>271 241</b>	<b>151 219</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Note 13	Emprunts et dettes financières	21 970	64 334
Note 14	Dettes au personnel	2 884	3 442
Note 15	Autres passifs	1 100	1 100
	<b>Total passifs non courants</b>	<b>25 954</b>	<b>68 876</b>
<b>Passifs courants</b>			
Note 13	Emprunts (part à moins d'un an) et concours bancaires	7 931	49 253
Note 16	Fournisseurs et autres créditeurs	141 586	148 452
	Dettes d'impôts exigibles	4 246	842
Note 17	Provisions et autres passifs courants	10 395	21 441
	<b>Total passifs courants</b>	<b>164 158</b>	<b>219 988</b>
	<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>461 353</b>	<b>440 083</b>

# Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2010	31/12/2009
	<b>Chiffre d'affaires</b>	539 209	577 073
	Achats consommés	(55 071)	(58 532)
	Charges de personnel (dont participation des salariés)	(282 754)	(312 086)
	Charges externes	(160 883)	(174 191)
	Impôts et taxes	(15 344)	(17 476)
	Dotations aux amortissements	(20 555)	(22 330)
	Dotations aux provisions	(5 219)	(8 045)
	Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	335	211
	Autres produits et charges d'exploitation	(147)	(1 375)
	<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(429)</b>	<b>(16 751)</b>
Note 19	Charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels	115 294	(57 323)
	<b>Résultat opérationnel</b>	<b>114 865</b>	<b>(74 074)</b>
	Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	42	183
	Coût de l'endettement financier brut	(5 696)	(4 602)
Note 20	<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(5 654)</b>	<b>(4 419)</b>
Note 21	<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>9 755</b>	<b>16 387</b>
Note 4	Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	708	(30 782)
	<b>Résultat net</b>	<b>119 674</b>	<b>(92 888)</b>
	Attribuable aux participations de donnant pas le contrôle	0	0
	Attribuable aux actionnaires de la société mère	119 674	(92 888)
	Résultat net de base par action (*)	19.67	(15.27)
	Résultat dilué par action (**)	19.16	(14.87)
Note 23	(*) Nombre d'actions moyen hors titres auto-détenus	6 085 164	6 083 325
Note 23	(**) Nombre d'actions composant le capital social	6 245 411	6 245 411

## Etat du résultat global

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2010	31/12/2009
	<b>Résultat net</b>	<b>119 674</b>	<b>(92 888)</b>
	Ecart de conversion	(126)	52
	Instruments de couverture de flux de trésorerie	362	(528)
	Corrections d'erreurs	0	(2 898)
	<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>236</b>	<b>(3 374)</b>
	<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>119 910</b>	<b>(96 262)</b>
	Attribuable aux actionnaires de la société mère	119 910	(96 262)
	Attribuable aux participations de donnant pas le contrôle	0	0

Les éléments inclus dans le résultat global de l'exercice n'ont pas généré d'impôt différé.



## Etat consolidé des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2010	31/12/2009
	<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>119 674</b>	<b>(92 888)</b>
	+/- quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	(708)	30 782
	+/- dotations nettes aux amortissements et provisions	76 670	65 050
	+/- charges et produits calculés liés aux stock-options	347	539
	+/- profits et pertes de réévaluation (juste valeur)	1 008	0
	-/+ plus et moins values de cessions	(188 841)	(508)
	<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>8 150</b>	<b>2 975</b>
	+ Coût de l'endettement financier net (hors autres produits et charges financiers)	4 907	4 640
Note 21	+/- charge d'impôt	(9 755)	(16 387)
	<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>3 302</b>	<b>(8 772)</b>
	- Variation du BFR lié à l'activité	(2 564)	27 848
	- Impôts payés	(842)	6 255
	<b>Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles</b>	<b>(104)</b>	<b>25 331</b>
	+/- incidence des variations de périmètre	135 738	(1 869)
	- décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(12 660)	(22 384)
	+ encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 047	2 583
	+ dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	0	656
	+/- variation des prêts et avances consentis	734	1 003
	<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>126 859</b>	<b>(20 011)</b>
	Acquisition nette d'actions propres	65	(32)
	- dividendes payés aux participations ne donnant pas le contrôle	0	(147)
Note 13	+ encaissements liés aux nouveaux emprunts	0	21
Note 13	- remboursements d'emprunts (y compris contrats de location-financement)	(55 324)	(21 228)
	- intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)	(5 350)	(4 825)
	+/- autres flux liés aux opérations de financement (y compris concours bancaires)	(28 995)	16 824
	<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(89 604)</b>	<b>(9 387)</b>
	Incidence de la variation des taux de change	44	111
	<b>Variation de trésorerie</b>	<b>37 195</b>	<b>(3 956)</b>
	Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 024	5 980
Note 10	<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>39 219</b>	<b>2 024</b>

## Détail de l'incidence des variations de périmètre

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Dénouement partiel des engagements de rachat Mobiljob SA		(490)
Augmentation de capital 20 minutes SAS en numéraire		(1 279)
Sortie de la trésorerie de la Pologne et de la Hongrie déconsolidées		(99)
Autres	(270)	(1)
Cession de la SAS Editions Aixoises Multimédia nette de trésorerie	192 958	
Acquisition de 50% de la SAS Carboatmédia Holding nette de trésorerie	(57 800)	
Cession de la SAS Interhebdo	150	
Cession de la SAS S3G Com	700	
<b>+/- incidence des variations de périmètre</b>	<b>135 738</b>	<b>(1 869)</b>

# Etat consolidé des variations des capitaux propres

	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultats non distribués	Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.	Total capitaux propres
<i>En milliers d'euros</i>							
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2008</b>	<b>24 982</b>	<b>25 136</b>	<b>186 344</b>	<b>10 512</b>	<b>246 974</b>		<b>246 974</b>
Affectation du résultat 2008			10 512	(10 512)			
Paiements fondés sur des actions			539		539		539
Opérations sur titres auto-détenus			(32)		(32)		(32)
<i>Résultat net de l'exercice 2009</i>				<i>(92 888)</i>	<i>(92 888)</i>		<i>(92 888)</i>
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			<i>(3 374)</i>		<i>(3 374)</i>		<i>(3 374)</i>
Résultat global de l'exercice					(96 262)		(96 262)
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2009</b>	<b>24 982</b>	<b>25 136</b>	<b>193 989</b>	<b>(92 888)</b>	<b>151 219</b>		<b>151 219</b>
Affectation du résultat 2009			(92 888)	92 888			
Paiements fondés sur des actions			347		347		347
Opérations sur titres auto-détenus			65		65		65
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle			(300)		(300)		(300)
<i>Résultat net de l'exercice 2010</i>				<i>119 674</i>	<i>119 674</i>		<i>119 674</i>
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			<i>236</i>		<i>236</i>		<i>236</i>
Résultat global de l'exercice					119 910		119 910
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>24 982</b>	<b>25 136</b>	<b>101 449</b>	<b>119 674</b>	<b>271 241</b>		<b>271 241</b>

Note 22

Note 23

# ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

## Périmètre de consolidation au 31 décembre 2010

### Evolution du périmètre de consolidation

L'exercice 2010 se caractérise par les principaux mouvements suivants :

- Absorption en date du 14 juin 2010 de la société Régie Publicitaire Nationale par la société Régicom,
- Absorption en date du 15 juin 2010 de la société Adrexo Sud Ouest par la société Adrexo,
- Prise de participation en date du 28 juillet 2010 à hauteur de 60% dans la société nouvellement créée Média Courtage. L'activité de cette société est le courtage d'assurance en ligne,
- Cession en date du 11 août 2010 de la participation dans la société S3G Com, dégageant un résultat de cession de (0,7) million d'euros enregistré en autres produits et charges opérationnelles (cf. note 19),
- Cession en date du 30 septembre 2010 de la participation dans la société Hollandaise Cubic Média, dégageant un résultat de cession de (5,6) millions d'euros enregistré en autres produits et charges opérationnelles (cf. note 19),
- Cession au 30 novembre 2010 de 50% des titres détenus dans le capital de la société les Editions Aixoises Multimédia editrice du site leboncoin.fr. Cette société a été consolidée par intégration proportionnelle jusqu'à la date de perte de contrôle,
- Acquisition de 50% complémentaires des titres de la société Car&Boat Média Holding SA, holding des sociétés éditrices des sites caradisiac.com et lacentrale.fr au 30 novembre 2010 pour un prix de 61,5M€. Suite à cette acquisition le groupe Spir passe d'un contrôle conjoint à un contrôle exclusif sur cette entité. Cette acquisition a conduit à réévaluer le goodwill ainsi que la quote-part antérieurement détenue par le compte de résultat (cf note 2.3 goodwill). L'incidence sur le goodwill est présenté en note 1. La contrepartie de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue est comptabilisée en autres produits et charges opérationnels pour 2,3 millions d'euros,
- Cession en date du 6 décembre 2010 de la participation dans la société Inter Hebdo, dégageant un résultat de cession de (0,3) million d'euros enregistré en autres produits et charges opérationnelles (cf. note 19).

## Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2010

Le périmètre de consolidation du Groupe Spir Communication se compose de :

Société	Activité et siège social	Méthode de consolidation	n° siren	% intérêt 12/2010	% intérêt 12/2009
Spir Communication SA	Holding, Aix-en-Pce	Société mère	317 082 675	100%	100%
Cip SAS	Gestion administrative, Aix-en-Pce	Globale	319 428 967	100%	100%
Régicom SAS	Editeur et Régie publicitaire, Aix-en-Pce	Globale	316 811 876	100%	100%
Régie Publicitaire Nationale SAS	Régie publicitaire, Aix-en-Pce	Sté absorbée	492 625 017	0%	100%
Mobiljob SA	Services internet et mobile, Paris	Globale	480 616 978	100%	100%
Editions Aixoises Multimédia SAS (*)	Services internet, Aix-en-Pce	Sté cédée	490 072 063	0%	50%
Carboatmédia Holding SA (*)	Services internet, Paris	Proportionnelle	423 746 023	100%	50%
Carboatmédia SA (*)	Services internet, Paris	Proportionnelle	318 771 623	100%	50%
Garantie System SA (*)	Services internet, Paris	Proportionnelle	410 534 150	100%	50%
Imprimeries IPS SAS	Imprimerie, Châteaurenard	Globale	304 711 369	100%	100%
Les Oiseaux SCI	Immobilier, Châteaurenard	Globale	388 823 148	100%	100%
Concept Multimédia SAS	Editeur, Aix-en-Pce	Globale	399 146 356	100%	100%
Concept Multimédia Belgium	Editeur, Bruxelles	Globale	Belgique	100%	100%
Concept 2M Spol	Editeur, Prague	Globale	Rép. Tchèque	100%	100%
Concept Multimédia Switzerland	Editeur, Genève	Globale	Suisse	100%	100%
Cubic Média	Editeur, Brielle	Sté cédée	Pays Bas	0%	100%
Média Courtage SAS	Services internet, Brest	Globale	524 259 975	60%	0%
20 minutes France SAS	Editeur, Paris	Mee	438 049 843	25%	25%
S3G Com SAS	Editeur, Pessac	Sté cédée	490 033 941	0%	25%
Inter Hebdo SAS	Editeur, Chartres	Sté cédée	388 061 780	0%	25%
Adrexo SAS	Distribution publicitaire, Aix-en-Pce	Globale	315 549 352	100%	100%
Adrexo Sud Ouest SAS	Distribution publicitaire, Aix-en-Pce	Sté absorbée	335 088 704	0%	100%
Adrexo Colis SAS	Distribution privée de colis, Bouguenais	Globale	391 029 345	100%	100%

(\*) La date d'effet de la double opération avec le groupe Schibsted est le 30 novembre 2010. Les entités du sous-groupe Carboat (Carboatmédia Holding SA , Carboatmédia SA et Garantie System SA) ont été intégrées proportionnellement sur 11 mois et intégrées globalement à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2010. La société Editions Aixoises Multimédia SAS a été consolidée par intégration proportionnelle jusqu'au 30 novembre 2010.

# Référentiel comptable, modalités de consolidation, Méthodes et règles d'évaluation

## Référentiel comptable

Spir Communication est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier, aux dispositions du code de commerce.

Les états financiers consolidés couvrent les périodes de 12 mois arrêtées au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009. Ils ont été établis en conformité avec le principe de continuité d'exploitation, Spir Communication estimant actuellement disposer d'une trésorerie suffisante pour maintenir ses activités et assurer ainsi une continuité d'exploitation pendant les 12 prochains mois.

Les états financiers consolidés de l'exercice 2010 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 22 février 2011. Ces états, ainsi que les informations comparatives 2009 ont été préparés en appliquant les seules règles de reconnaissance et d'évaluation figurant dans les normes IFRS et interprétations IFRIC adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2010.

La base de préparation des informations financières consolidées résulte en conséquence des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2010 telles qu'elles sont adoptées au 31 décembre 2010 par l'Union Européenne. Ce référentiel est disponible sur le site : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les nouvelles normes et interprétations adoptées par le groupe Spir au cours de l'exercice sont les suivantes:

- Norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises,
- Norme IAS 27 révisée – Etats financiers consolidés et individuels.

Les impacts de ces deux normes révisées sont décrits au chapitre 2.3.

Le groupe n'applique pas par anticipation les textes, publiés par l'IASB et d'application ultérieure, mais qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2010.

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période de changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

La situation financière et les résultats du groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du groupe. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Les caractéristiques des principales méthodes comptables, les jugements et autres incertitudes affectant l'application de ces méthodes comptables, ainsi que la sensibilité des résultats aux changements des conditions et hypothèses, sont des facteurs à prendre en compte. En effet, le groupe élabore des estimations et des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables ainsi obtenues seront, par définition, rarement égales aux réalisations. Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de modifications des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs au cours d'un exercice ultérieur concernent :

- la juste valeur attribuée aux actifs et passifs intégrés lors d'un regroupement d'entreprises (cf. note 2.3.1),
- la dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles (cf. note 1),
- les provisions pour risques et charges (cf. note 17),
- les dépréciations pour créances douteuses (cf. note 8),
- l'évaluation de la juste valeur des options attribuées dans le cadre des plans d'options d'achats d'actions (cf. note 22).

Les comptes consolidés sont établis selon la convention des coûts historiques à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

## Modalités de consolidation

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leurs comptes au 31 décembre 2010.

Toutes les participations dans lesquelles Spir Communication assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels,
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle,
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Les sociétés détenues à 50% dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle conformément au traitement de référence de la norme IAS 31. Les sociétés concernées sont Carboatmédia Holding, Carboatmédia, Garantie System et Editions Aixois Multimédia, jusqu'au 30 novembre 2010, date de l'opération avec le groupe Schibsted (cf. note 1.3).

La mise en équivalence s'applique aux sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est compris entre 20 et 50%. La société concernée est 20 minutes France.

La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables d'une entreprise acquise (partie résiduelle non affectée) est enregistrée dans le bilan sous la rubrique «Goodwill» pour les sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle et sous la rubrique «Participations dans les entreprises associées» pour les sociétés dans lesquelles le groupe Spir Communication exerce une influence notable.

## Méthodes et règles d'évaluation

### 1) Regroupements d'entreprises

- Règles spécifiques à la première adoption : les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1er janvier 2004) n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise ont été maintenus à leur valeur retraitée aux normes du groupe, à la date de prise de contrôle, l'écart entre cette valeur et le coût d'acquisition des titres étant imputé directement sur les goodwill.

- IFRS 3 révisée modifie les modalités d'application de la méthode de l'acquisition à partir du 1er janvier 2010. En effet, la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à la prise de contrôle sont désormais comptabilisés en charge.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill.

A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 avaient été traités selon la méthode du goodwill partiel, seule méthode applicable.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat, contre réserves avant le 1er janvier 2010.

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à ajustement, à condition que les éléments permettant d'ajuster ces montants correspondent à des informations nouvelles portées à la connaissance de l'acquéreur et trouvant leur origine dans des faits et circonstances antérieurement à la date d'acquisition. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise) le goodwill ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ultérieur; l'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un goodwill complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans le coût d'acquisition à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelque soit leur probabilité de survenance.

Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en goodwill lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

IFRS 3 révisée modifie le traitement des impôts différés actifs puisqu'elle impose de reconnaître en produit les impôts différés actifs qui n'auraient pas été reconnus à la date d'acquisition ou durant la période d'évaluation. L'impact de l'application de cette norme pour le groupe Spir est détaillé dans les notes 1.2 et 19.

- Engagements fermes, irrévocables et significatifs de rachat des participations ne donnant pas le contrôle, la méthode retenue est :

Le Groupe peut consentir aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix de cession sera actualisé chaque année à partir notamment des business plans actualisés des filiales concernées.

Conformément à la norme IAS 32, les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en «passifs financiers».

La norme IAS 27 révisée, appliquée dans les comptes consolidés à partir du 1er janvier 2010, précise le traitement comptable des acquisitions complémentaires de titres dans les sociétés dont l'incidence pour le groupe est détaillée en note 1.2.

## 2) Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres.

## 3) Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat au poste «Coût de l'endettement financier brut».

## 4) Dépenses de recherche et développement

Conformément à la norme IAS 38 «Immobilisations incorporelles», les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, à l'exception des frais de développement qui sont inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- il existe une intention de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet,
- il existe un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilité en interne est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Ces frais de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilité estimée des projets concernés.

Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée sur la durée probable d'utilisation.

Les frais de développement de logiciels capitalisés sont ceux encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la conception et de définition du produit) sont comptabilisées en charges. L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Des tests de dépréciation sont effectués le cas échéant selon les modalités décrites dans le paragraphe suivant.

## 5) Immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément à la norme IAS 16 «Immobilisations corporelles» et à la norme IAS 38 «Immobilisations incorporelles», seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité.



La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable d'un actif serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable.

- Goodwill : Les goodwill ne sont plus amortis depuis la date de transition aux IFRS conformément à la norme IFRS 3 «Regroupement d'entreprises». Ils font désormais l'objet au moins une fois par an d'un test de dépréciation (Impairment test). La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des UGT du groupe (\*), aux actifs nets correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 années compte tenu des perspectives de développement des acquisitions et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs s'élève à 8,50%. Les taux de croissance utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les budgets et business plans les plus récents s'élèvent à 1% pour les activités historiques et 2% pour les activités internet. Ces taux se situent dans la fourchette moyenne des taux utilisés par les analystes pour notre secteur d'activité, la taille de notre groupe et la maturité de nos métiers.

Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. L'appréciation des indices de perte de valeur en cours d'exercice se fait au travers de l'analyse et du suivi de chaque activité grâce au reporting mensuel.

Pour les UGT faisant l'objet de transactions récentes ou en cours, la valeur d'entreprise retenue est celle de la dernière transaction.

Une analyse de la sensibilité des tests de dépréciation figure en note 1.

Les dépréciations relatives aux goodwill sont irréversibles. Les goodwill relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en participations dans les entreprises associées. Lorsque les critères de perte de valeur, tels que définis par IAS 39, indiquent que des participations dans les entreprises associées ont pu perdre de la valeur, le montant de cette perte est déterminé selon les règles définies par IAS 28.

(\*) Le groupe Spir Communication a défini ses UGT de la façon suivante :

- pour la France, les business units suivantes constituent chacune une UGT : l'ensemble presse gratuite d'annonce et presse gratuite immobilière, la thématique automobile, l'imprimerie, la distribution d'imprimés publicitaires et la distribution de colis,
- pour l'international où seul le métier presse gratuite immobilière est exercé, chaque pays constitue une UGT.

- Autres immobilisations incorporelles : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des frais de développement capitalisés ou acquis, notamment des logiciels. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur des durées comprises entre 1 et 5 ans,

- Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Constructions	20 à 30 ans
Agencements techniques	5 à 8 ans
Matériel technique	5 à 12 ans
Véhicules	3 à 5 ans
Autres matériels et mobiliers	3 à 8 ans

Le mode d'amortissement économique utilisé par le groupe à partir du 1er janvier 2005 est exclusivement le mode linéaire.

Les biens en contrat de location, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable le cas échéant. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur sur certains actifs ou groupe d'actifs, un test de dépréciation est réalisé. Ce test de dépréciation tient compte des prévisions d'utilisation de l'actif.

## 6) Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés en quatre catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat,
- les prêts et créances,
- les actifs disponibles à la vente.

La ventilation des actifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté : inférieure ou supérieure à un an.

### *Evaluation et comptabilisation des actifs financiers*

A l'exception des actifs évalués à la juste valeur par résultat, tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Les autres immobilisations financières correspondant à des dépôts et cautionnements versés sont inclus dans cette catégorie.



## 7) Stocks et travaux en cours

Les stocks de matières premières sont évalués au prix d'achat par application de la méthode FIFO. Les travaux en cours sont évalués au prix de revient. L'écart éventuel entre le prix de revient et la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une dépréciation.

## 8) Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de la période.

Les achats d'actions propres sont destinés :

- soit à couvrir les plans de stock-options destinés aux salariés
- soit à des fins de régulation de cours dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AFEI d'avril 2001 confié à un prestataire de services d'investissement.

## 9) Avantages au personnel

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée. Le groupe n'est pas engagé au-delà des cotisations versées et ne dispose pas de régimes à prestations définies.

Pour la détermination de l'engagement au titre du régime d'indemnités de fin de carrière, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method»). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

La population comprend tous les salariés du groupe sauf les commerciaux juniors du métier presse gratuite d'annonces et les distributeurs du métier distribution.

Les calculs sont effectués en intégrant :

- un taux d'actualisation correspondant à la moyenne du TEC 10 du 15 décembre des 10 dernières années. Au titre de l'exercice 2010, le taux retenu s'élève à 3,92%,
- des hypothèses d'augmentation des salaires et de rotation du personnel calculées par société sur un historique de 8 ans,
- un taux de mortalité correspondant aux tables TD 2004/2006, distinguant hommes et femmes,
- un taux de charges sociales de 42% du montant brut,
- les conséquences de la loi Fillon ayant notamment pour impact d'avoir un âge de départ à la retraite déterminé à 62 ans après 42 annuités.

Conformément à l'option offerte par IAS 19, le groupe a décidé de comptabiliser les écarts actuariels en compte de résultat.

## 10) Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Une provision pour restructuration est comptabilisée dès lors qu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. En dehors de ceux résultant d'un regroupement d'entreprises, ils ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information en annexe.

## 11) Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur comptable des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. L'approche bilantielle de la méthode du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où la société disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces actifs pourront être imputés. Les déficits reportables sont activés sur la base d'une analyse des prévisions de recouvrabilité de ces déficits sur un horizon défini.

Le taux d'impôt différé retenu est de 34,43%

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés au bilan pour les sociétés intégrées fiscalement.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

## 12) Coût de financement

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des emprunts, des autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction, ou la production d'un actif qualifié sont comptabilisés en tant qu'élément du coût de cet actif.

## 13) Instruments financiers dérivés

Le groupe utilise des instruments de gestion du risque de taux portant sur le financement de ses investissements (location financement). Les contrats d'échange («swaps») de taux d'intérêt permettent au groupe d'échanger le taux d'une dette contractée en taux variable contre du taux fixe et donc d'emprunter à taux fixe. Le groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculé sur la base du montant notionnel du swap.

Les instruments financiers dérivés sont estimés à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture. Pour les besoins de la couverture, les couvertures sont qualifiées, soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

Ainsi, les variations de juste valeur des instruments dérivés du groupe éligibles à la couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées directement dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture et en résultat pour la partie inefficace. Les profits et pertes cumulés sont sortis des capitaux propres et inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction prévue couverte affecte le résultat.

Pour les instruments dérivés ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur de ces instruments sont comptabilisées immédiatement en résultat.

Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1),
- l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2),
- au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

## 14) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 «Tableau des flux de trésorerie», la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme et liquides, facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, sous déduction des découverts bancaires.

Conformément à la norme IAS 39 «Instruments financiers», les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat (en charges et produits financiers relatifs aux disponibilités et aux valeurs mobilières de placement).

## 15) Options de souscription ou d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 «Paiement en actions», les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie de ces options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Elle est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits en augmentation des capitaux propres dans le poste «Paiements fondés sur des actions» et en diminution du résultat dans le poste «Charges de personnel».

La juste valeur des stock-options est déterminée selon la méthode Black and Scholes. Cette dernière permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires (application d'un taux de turn-over).

Conformément à l'option proposée par IFRS 2, seuls les plans d'option d'achat d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 dont les droits ont été acquis après le 1<sup>er</sup> janvier 2005, ont été comptabilisés.

## 16) Comptabilisation des produits des activités

Conformément aux prescriptions de la norme IAS 18 «Produits des activités ordinaires», les produits de l'activité du groupe Spir Communication sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- le montant des revenus peut-être mesuré de façon fiable,
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Plus spécifiquement, on distingue les principes suivant de reconnaissance du chiffre d'affaires :

- les recettes publicitaires sont comptabilisées pour leur montant net de remises commerciales,
- les revenus des activités sont appréhendés à la réalisation de la prestation (parution des journaux, parution des annonces ou campagne publicitaire sur les sites internet, distribution des imprimés publicitaires, livraison des colis ...) et/ou à la livraison des produits (métier imprimerie).

### 17) Présentation du compte de résultat

Spir s'est conformé à la présentation du compte de résultat présentée dans la recommandation de la CNC. Les éléments compris entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel répondent à la définition des critères énoncés par la CNC.

## Evénements significatifs de l'exercice

Le groupe Spir a amorcé son redressement sur l'exercice 2010 et affiche un résultat opérationnel courant proche de l'équilibre à (0,4) million d'euros.

### Evolution de l'activité

Le groupe Spir poursuit la mutation de son activité Média vers internet et a concrétisé sa volonté de sortir du modèle traditionnel de la presse d'annonces gratuites. Les conséquences de cette évolution sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2010 sont présentées en note 1, 3 et 19.

### Opérations avec le groupe Schibsted

Le groupe Schibsted et le groupe Spir Communication ont conclu le 30 novembre 2010 un accord au terme duquel Schibsted a fait l'acquisition des actions détenues par Spir Communication dans «leboncoin.fr» et Spir a acquis les actions détenues par Schibsted dans la société Car&Boat Média, société opératrice des sites internet d'annonces automobiles «lacentrale.fr» et «caradisiac.com».

A l'occasion de cet accord, les groupes Schibsted et Spir Communication ont confirmé la poursuite de leur coopération dans le domaine des annonces immobilières grâce au partenariat commercial entre «leboncoin.fr» et «logic-immo.com».

Spir Communication occupe ainsi une place de premier plan sur le marché thématique de l'immobilier.

Les deux groupes ont précisé également que leur partenariat dans 20 Minutes France, le journal le plus lu de France, se poursuivait.

Parallèlement, le groupe Spir a pris le contrôle complet de Car&Boat Media et se renforce dans le domaine des petites annonces liées à l'automobile ; il conforte ainsi sa position de leader sur ce marché.

Ces opérations ont permis au groupe Spir de dégager une plus value de 195,5 millions d'euros sur la vente des 50% de participation dans la société Editions Aixoises Multimédia (Cf. note 19) et une réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans Car&Boat Média Holding SA pour 2,3 millions d'euros (Cf. note 1.2). Le groupe n'a pas tenu compte des éventuels compléments de prix liés aux opérations de vente de la société Editions Aixoises Multimédia.

### Désendettement du groupe

Par ailleurs grâce à ces opérations, le groupe Spir a amélioré son bilan et s'est totalement désendetté, et présente une trésorerie nette consolidée de 9 millions d'euros au 31 décembre 2010, à comparer à une dette financière nette de 112 millions d'euros sur l'exercice précédent (cf. notes 13 et 20). Il se dote ainsi d'une marge de manœuvre financière pour conduire ses projets de développement.

# Explication des postes du bilan et du compte de résultat

## Note 1 - Analyse des goodwill

### Mouvements 2010

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentations	Diminutions et dépréciations	Variation périmètre	Mouvements cpte à cpte	31/12/2010
<b>Goodwill nets</b>	<b>191 148</b>	<b>0</b>	<b>(42 069)</b>	<b>55 581</b>	<b>(70)</b>	<b>204 590</b>

### Mouvements 2009

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentation	Diminutions et dépréciations	Variation périmètre	Mouvements cpte à cpte	31/12/2010
<b>Goodwill nets</b>	<b>217 178</b>	<b>2 970</b>	<b>(29 000)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>191 148</b>

Les goodwill nets augmentent de 13,5 millions d'euros sur l'exercice 2010. Les principales explications à ces variations sont les suivantes :

- Dépréciation du goodwill de l'UGT Presse Gratuite d'Annonces généralistes et Presse Thématique Immobilière :  
Suite à une réduction générale des investissements publicitaires et à l'accélération du changement de modèle de diffusion des petites annonces des journaux papier vers internet, et conformément à la volonté stratégique du groupe de sortir du modèle traditionnel de presse gratuite d'annonces, le groupe a procédé à une révision des projections actualisées de flux futurs d'exploitation et a généré une dépréciation de 35,9 millions d'euros des goodwill rattachés à cette activité,
- Dépréciation du goodwill de l'UGT Imprimeries :  
Le même constat a été fait pour l'UGT imprimerie, conduisant à une dépréciation de 6,2 millions d'euros,

- Cession de la société Cubic Média :  
La cession de cette filiale néerlandaise a entraîné la sortie du goodwill correspondant pour 6,5 millions d'euros,
- Réévaluation du goodwill sur l'UGT Thématiques Automobiles :  
L'acquisition de 50% complémentaires des titres de participation de la société Car&Boat Média Holding SA a entraîné une augmentation de 62 millions d'euros du goodwill correspondant (cf. note 1).

## Détail des variations de l'exercice 2010 par secteur d'activité

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentation	Diminutions et dépréciations	Variation périmètre	Mouvements cpte à cpte	31/12/2010
<b>Pôle Médias</b>	<b>129 667</b>	<b>0</b>	<b>(42 069)</b>	<b>55 581</b>	<b>(70)</b>	<b>143 109</b>
Y compris achat 50% complémentaire						
Pôle Carboat				62 034		
Y compris dépréciation des écarts d'acquisition			(35 916)			
Presse Gratuite d'annonces			(6 153)			
Y compris dépréciation des écarts d'acquisition						
Imprimeries				(6 454)		
Y compris cession Cubic Média						
<b>Pôle Distribution</b>	<b>61 481</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61 481</b>
<b>Variations de l'exercice</b>	<b>191 148</b>	<b>0</b>	<b>(42 069)</b>	<b>55 581</b>	<b>(70)</b>	<b>204 590</b>

## Détail des variations de l'exercice 2010 par pays

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentation	Diminutions et dépréciations	Variation périmètre	Mouvements cpte à cpte	31/12/2010
<b>France</b>	<b>180 446</b>	<b>0</b>	<b>(42 069)</b>	<b>62 035</b>	<b>0</b>	<b>200 412</b>
Y compris achat 50% complémentaire						
Pôle Carboat				62 034		
Y compris dépréciation des écarts d'acquisition			(35 916)			
Presse Gratuite d'annonces			(6 153)			
Y compris dépréciation des écarts d'acquisition						
Imprimeries						
<b>Belgique</b>	<b>2 555</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(70)</b>	<b>2 485</b>
<b>Suisse</b>	<b>1 299</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 299</b>
<b>Pays Bas</b>	<b>6 454</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(6 454)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>République Tchèque</b>	<b>394</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>394</b>
<b>Variations de l'exercice</b>	<b>191 148</b>	<b>0</b>	<b>(42 069)</b>	<b>55 581</b>	<b>(70)</b>	<b>204 590</b>

## Détail des valeurs nettes par UGT et analyse de sensibilité

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur nette 31/12/2010	Valeur nette 31/12/2009	Taux de croissance	Taux d'actualisation	Sensibilité (*)
UGT					
Presse gratuite d'annonces					
+ Presse gratuite immobilière	20 167	56 082	1.5%	8.5%	N/A
Presse gratuite automobile	116 599	54 565	2%	8.5%	12.3%
Imprimerie	2 165	8 318	1%	8.5%	N/A
Belgique	2 485	2 555	1.5%	8.5%	22.0%
Suisse	1 299	1 299	1.5%	8.5%	10.5%
Pays Bas	0	6 454	1.5%	8.5%	N/A
République Tchèque	394	394	1.5%	8.5%	75.0%
<b>Sous-total Pôle Médias</b>	<b>143 109</b>	<b>129 667</b>			
Distribution d'imprimés publicitaires	49 860	49 860	1%	8.5%	17.0%
Distribution de colis	11 621	11 621	2%	8.5%	9.0%
<b>Sous-total Pôle Distribution</b>	<b>61 481</b>	<b>61 481</b>			
<b>Total</b>	<b>204 590</b>	<b>191 148</b>			

(\*) Taux d'actualisation à partir duquel une dépréciation serait comptabilisée

Le détail des tests de dépréciation est donné en note 2.3.5.

## Note 2 – Variation des autres immobilisations incorporelles

### Mouvements 2010

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
- Droit au bail	3 898	0	(926)	0	0	2 972
- Logiciels, droits de marque	41 338	3 755	(6 844)	3 370	3 197	44 817
- Immobilisations incorporelles en cours	3 020	2 635	0	(3 300)	167	2 521
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>	<b>48 256</b>	<b>6 390</b>	<b>(7 770)</b>	<b>70</b>	<b>3 364</b>	<b>50 310</b>

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Dotations aux amortissements et dépréciations	Reprises	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
- Droit au bail	1 547	0	(737)	0	0	810
- Logiciels, droits de marque	25 575	7 768	(4 755)	29	2 807	31 424
- Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
<b>Amort des immobilisations incorporelles</b>	<b>27 122</b>	<b>7 768</b>	<b>(5 492)</b>	<b>29</b>	<b>2 807</b>	<b>32 234</b>

<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>21 133</b>	<b>(1 378)</b>	<b>(2 278)</b>	<b>41</b>	<b>557</b>	<b>18 076</b>
---	---------------	----------------	----------------	-----------	------------	---------------

Le groupe a consacré près de 6,4 millions d'euros aux investissements incorporels, dans l'évolution de ses sites internet, ainsi que dans différents projets.

### Mouvements 2009

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentations	Diminutions	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2009
- Droit au bail	4 088	0	(190)	0	0	3 898
- Logiciels, droits de marque	32 381	6 111	(3 957)	6 817	(13)	41 338
- Autres immobilisations incorporelles	8 493	1 466	(125)	(6 817)	2	3 020
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>	<b>44 962</b>	<b>7 577</b>	<b>(4 272)</b>	<b>0</b>	<b>(11)</b>	<b>48 256</b>

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Dotations aux amortissements et	Reprises	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2009
- Droit au bail	226	1 402	(81)	0	0	1 547
- Logiciels, droits de marque	19 047	6 700	(3 167)	3 002	(6)	25 575
- Autres immobilisations incorporelles	3 002	0	0	(3 002)	0	0
<b>Amort des immobilisations incorporelles</b>	<b>22 275</b>	<b>8 102</b>	<b>(3 248)</b>	<b>0</b>	<b>(6)</b>	<b>27 122</b>

<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>22 688</b>	<b>(525)</b>	<b>(1 025)</b>	<b>0</b>	<b>(5)</b>	<b>21 133</b>
---	---------------	--------------	----------------	----------	------------	---------------

### Note 3 – Variation des immobilisations corporelles

#### Mouvements 2010

En milliers d'euros	31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
- Terrains	1 908	0	(61)	0	0	1 847
- Constructions	30 154	0	(943)	0	0	29 211
- Inst. techniques, matériel et out.industriel	83 967	3 566	(1 386)	525	60	86 732
- Autres immob. corporelles	60 049	2 363	(8 890)	256	527	54 305
- Immob.corporelles en cours	325	28	0	(329)	86	110
- Avances et acomptes	472	0	0	(452)	0	20
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>	<b>176 875</b>	<b>5 957</b>	<b>(11 280)</b>	<b>0</b>	<b>673</b>	<b>172 225</b>

En milliers d'euros	31/12/2009	Dotations aux amortissements et dépréciations	Reprises	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
- Constructions	11 351	4 478	(690)	0	0	15 139
- Installation tech, mat.et out.ind.	47 656	30 184	(1 100)	182	60	76 982
- Autres immob. corporelles	45 623	5 898	(7 522)	(211)	542	44 330
<b>Amort des immobilisations corporelles</b>	<b>104 630</b>	<b>40 560</b>	<b>(9 312)</b>	<b>(29)</b>	<b>602</b>	<b>136 451</b>

<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>72 245</b>	<b>(34 603)</b>	<b>(1 968)</b>	<b>29</b>	<b>71</b>	<b>35 774</b>
---	---------------	-----------------	----------------	-----------	-----------	---------------

Les immobilisations corporelles nettes diminuent de 36,5 millions d'euros sur l'exercice 2010. Les principales explications sont les suivantes :

- Dépréciation des rotatives, des matériels industriels y relatifs et des écarts d'évaluation sur l'activité Imprimerie pour un montant de 26,9 millions d'euros. Ces dépréciations ont été calculées à hauteur des taux de sous-activité futurs estimés par site industriel. Ces dépréciations traduisent la volonté stratégique du groupe de poursuivre sa mutation vers internet et de sortir du modèle traditionnel de la presse gratuite d'annonces,
- Dotation aux amortissements de la période pour 13,7 millions d'euros,
- Investissements de la période pour 6 millions d'euros. Ces investissements sont relatifs au fonctionnement courant des agences et des centres de distribution.

#### Mouvements 2009

En milliers d'euros	31/12/2008	Augmentations	Diminutions	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2009
- Terrains	1 908	0	0	0	0	1 908
- Constructions	31 352	0	(1 194)	0	(4)	30 154
- Inst. techniques, matériel et out.industriel	84 365	4 050	(4 436)	0	(12)	83 967
- Autres immob. corporelles	66 489	3 723	(9 974)	66	(255)	60 049
- Immob.corporelles en cours	77	314	0	(66)	0	325
- Avances et acomptes	0	472	0	0	0	472
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>	<b>184 191</b>	<b>8 559</b>	<b>(15 604)</b>	<b>0</b>	<b>(271)</b>	<b>176 875</b>

En milliers d'euros	31/12/2008	Dotations aux amortissements et dépréciations	Reprises	Mouvements cpte à cpte	Variation périmètre et fusion	31/12/2009
- Constructions	10 605	1 263	(517)	0	0	11 351
- Installation tech, mat.et out.ind.	44 030	7 602	(3 976)	0	0	47 656
- Autres immob. corporelles	47 487	7 175	(8 937)	0	(102)	45 623
<b>Amort des immobilisations corporelles</b>	<b>102 122</b>	<b>16 040</b>	<b>(13 430)</b>	<b>0</b>	<b>(102)</b>	<b>104 630</b>

<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>82 069</b>	<b>(7 481)</b>	<b>(2 174)</b>	<b>0</b>	<b>(169)</b>	<b>72 245</b>
---	---------------	----------------	----------------	----------	--------------	---------------



**Immobilisations financées par contrats de location financement :**

Les immobilisations corporelles financées par contrat de location financement sont :

- les constructions liées aux imprimeries et au siège social,
- les matériels lourds liés au métier imprimerie.

Toutes ces immobilisations suivent les mêmes modes et durée d'amortissement que les immobilisations acquises.

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute 31/12/2010	Amortissements et dépréciations 31/12/2010	Valeur nette comptable 31/12/2010
Terrain siège social	924	0	924
Construction siège social	8 932	1 886	7 046
Construction Fouilloy	3 963	2 980	983
Rotative Mainstream Fouilloy	10 138	9 241	897
Rotative Mainstream Reyrieux	10 163	9 290	873
Rotatives Goss Reyrieux	7 611	3 171	4 440
Rotative Mainstream Châteaurenard	13 543	12 842	701
<b>Immobilisations corporelles en crédit-bail</b>	<b>55 274</b>	<b>39 410</b>	<b>15 864</b>

Les autres informations relatives aux immobilisations financées par contrats de location financement sont présentées dans la « Note 13 – Ventilation des emprunts et dettes financières ».

**Note 4 – Analyse des participations dans les entreprises associées**

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur Brute	Réserves consolidées à l'ouverture	Quote-part résultat exercice 2009	Valeur au 31/12/2009	Variation de périmètre et changement de méthode	Augmentation de capital	Dividendes reçus de l'exercice	Quote-part résultat exercice 2010	Valeur au 31/12/2010
20 minutes France	9 500	(3 271)	31	6 260	0	0	0	708	6 968
Inter Hebdo	450	30	(56)	424	(424)	0	0	0	0
S3G Com	36 150	207	(30 757)	5 600	(5 600)	0	0	0	0
<b>Participations dans les entreprises associées</b>	<b>46 100</b>	<b>(3 034)</b>	<b>(30 782)</b>	<b>12 284</b>	<b>(6 024)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>708</b>	<b>6 968</b>

Les caractéristiques de ces sociétés sont les suivantes (comptes individuels) :

<i>En milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Actifs totaux nets	Résultat net
20 minutes France	52 209	48 637	2 831

- La société 20 minutes France, créée en 2002, édite 12 journaux quotidiens gratuits d'information (Paris, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Rennes, Strasbourg et Toulouse), et un site internet d'information 20minutes.fr,  
Le groupe Spir Communication a décidé d'activer l'impôt différé sur les exercices 2003 à 2008 de la société 20 minutes France compte tenu des perspectives de retour aux bénéficiaires de cette société. En cumul à fin décembre 2010, l'impôt différé activé sur les déficits de cette société s'élève à 3 468 milliers d'euros pour la quote-part Spir Communication. Cet impôt différé est comptabilisé sur la ligne « Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées »,
- La participation à hauteur de 25% dans la société Inter Hebdo editrice d'un journal gratuit d'annonces à Chartres, a été cédée le 6 décembre 2010,
- La participation dans la société S3G Com editrice de journaux gratuits d'annonces dans le sud-ouest de la France. a été cédée le 11 août 2010.

Les goodwill relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en participations dans les entreprises associées. Lorsque les critères de perte de valeur, tels que définis par IAS 39, indiquent que des participations dans les entreprises associées ont pu perdre de la valeur, le montant de cette perte est déterminé selon les règles définies par IAS 28.

A l'issue du test de dépréciation réalisé au 31 décembre 2010, le groupe Spir Communication n'a pas constaté d'indice de perte de valeur.



## Note 5 – Variation des autres actifs financiers

### Mouvements 2010

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
- Autres titres de participations	65	120	0	0	0	185
- Prêts, cautionnements et autres créances	5 329	3 515	(749)	(55)	(1 294)	6 746
<b>Autres actifs financiers bruts</b>	<b>5 394</b>	<b>3 635</b>	<b>(749)</b>	<b>(55)</b>	<b>(1 294)</b>	<b>6 931</b>

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
- Autres titres de participations	63	0	0	0	0	63
- Autres	158	0	0	0	0	158
<b>Dépréciation autres actifs financiers</b>	<b>221</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>221</b>

<b>Autres actifs financiers nets</b>	<b>5 173</b>	<b>3 635</b>	<b>(749)</b>	<b>(55)</b>	<b>(1 294)</b>	<b>6 710</b>
--------------------------------------	--------------	--------------	--------------	-------------	----------------	--------------

- **Autres titres de participation**  
L'augmentation correspond à la création de la société Média Courtage non consolidée au 31 décembre 2010,
- **Prêts, cautionnements et autres créances**  
L'augmentation des autres créances est liée à la valeur actualisée de la part à plus d'un an de la créance sur cession de la participation dans la société S3G Com pour un montant de 2547 milliers d'euros.  
Les autres mouvements correspondent essentiellement à la variation des dépôts et cautionnements versés.

### Mouvements 2009

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentations	Diminutions	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2009
- Autres titres de participations	50	0	0	0	15	65
- Prêts, cautionnements et autres créances	6 126	900	(1 676)	0	(21)	5 329
<b>Autres actifs financiers bruts</b>	<b>6 176</b>	<b>900</b>	<b>(1 676)</b>	<b>0</b>	<b>(6)</b>	<b>5 394</b>

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentations	Diminutions	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2009
- Autres titres de participations	48	15	0	0	0	63
- Autres	31	150	(23)	0	0	158
<b>Dépréciation autres actifs financiers</b>	<b>79</b>	<b>165</b>	<b>(23)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>221</b>

<b>Autres actifs financiers nets</b>	<b>6 097</b>	<b>735</b>	<b>(1 653)</b>	<b>0</b>	<b>(6)</b>	<b>5 173</b>
--------------------------------------	--------------	------------	----------------	----------	------------	--------------

## Note 6 – Détail des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés pour les sociétés intégrées fiscalement.

En milliers d'euros	Bilan consolidé		Compte de résultat consolidé	
	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009
<b>Impôts différés actifs</b>				
Activation des déficits Carboat	0	0		(1 065)
Activation des déficits Editions Aixois Multimedia	0	0		(1 025)
Activation des déficits Régie Publicitaire Nationale	0	137	(137)	0
Activation des déficits d'intégration fiscale Spir	19 568	9 568	10 000	9 568
Engagements de retraite	986	1 178	(192)	51
Participation des salariés	1 463	886	577	372
Contribution sociale de solidarité	367	407	(40)	6
Provisions à déductibilité différée	621	3 186	(2 565)	3 186
Autres charges à déductibilité différée	4 101	0	4 101	0
Autres retraitements	50	59	(13)	(51)
<b>Total des actifs d'impôts différés</b>	<b>27 156</b>	<b>15 421</b>		
<b>Impôts différés passifs</b>				
Produits à taxation différée	0	558	558	(558)
Retraitement du Crédit-Bail	2 091	3 153	1 062	(750)
Réévaluation à la juste valeur des terrains et constructions	353	1 747	1 394	86
Réévaluation à la juste valeur des actifs financiers	(336)	0	336	0
Opérations sur titres auto-détenus	4 238	4 525	287	(154)
Autres retraitements	543	553	(110)	11
<b>Total des passifs d'impôts différés</b>	<b>6 889</b>	<b>10 536</b>		
<b>Produit ou charge d'impôt différé</b>			<b>15 258</b>	<b>9 677</b>
<b>Impôts différés actifs nets</b>	<b>20 267</b>	<b>4 885</b>		
Présentés au bilan de la façon suivante:				
Impôts différés actifs	20 267	4 885		
Impôts différés passifs	0	0		

Au cours de l'exercice, un montant de 10 millions d'euros a été comptabilisé en impôt différé actif au titre de l'activation des déficits de l'intégration fiscale du groupe en tenant compte d'un horizon de tax planning limité. Le montant cumulé des déficits non activés d'élève à 15,4 millions d'euros.

## Note 7 – Détail des stocks et en-cours

En milliers d'euros	31/12/2010	31/12/2009
Matières premières et autres approvisionnements	7 042	5 114
En-cours de production de biens	736	401
<b>Total brut</b>	<b>7 778</b>	<b>5 515</b>
Provisions pour dépréciation	(716)	(243)
<b>Total net</b>	<b>7 062</b>	<b>5 272</b>

Les stocks de matières premières sont constitués principalement du papier journal 45 grammes utilisé par les 5 imprimeries de la société Imprimeries IPS.

Les en-cours de production de biens représentent les journaux qui ont été fabriqués au 31/12/2010, mais qui n'ont pas été distribués. Ces en-cours sont calculés au prix de revient incluant les coûts directs et les coûts indirects de fabrication des journaux concernés.

Les provisions pour dépréciation concernent du papier et des pièces détachées ayant une rotation trop lente et pour lequel le risque de non utilisation est important.

## Note 8 – Détail des clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Clients et comptes rattachés	115 805	118 508
Créances sur le personnel et les organismes sociaux	953	1 077
Créances fiscales hors impôt société	9 866	10 794
Comptes courants actifs	197	1 412
Créances sur cessions d'actifs	(250)	19
Autres créances	2 081	1 647
<b>Total brut</b>	<b>128 652</b>	<b>133 457</b>
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(18 026)	(19 487)
Provisions pour dépréciation des autres débiteurs	(187)	(187)
<b>Total des provisions</b>	<b>(18 213)</b>	<b>(19 674)</b>
<b>Total net</b>	<b>110 439</b>	<b>113 783</b>
<b>Montants à moins d'un an</b>	<b>110 439</b>	<b>113 783</b>

Les créances fiscales hors impôt société correspondent essentiellement à la TVA déductible sur les factures non payées au 31/12/2010.

## Note 9 – Détail des autres actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Charges constatées d'avance	2 825	2 683
Autres	0	110
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>2 825</b>	<b>2 793</b>

## Note 10 – Détail du poste Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Disponibilités	33 004	1 366
SICAV et Fonds commun de placement	6 215	658
<b>Total du poste Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>39 219</b>	<b>2 024</b>

Les valeurs mobilières de placement se composent exclusivement de SICAV et Fonds commun de placement à caractère monétaire, comptabilisés à la juste valeur, soit la somme de 6 215 milliers d'euros.

## Note 11 – Passage des résultats sociaux aux résultats consolidés

En milliers d'euros	31/12/2010			31/12/2009
	SPIR	Filiales	Total	Total
<b>Résultats sociaux des sociétés intégrées</b>	<b>80 649</b>	<b>(78 121)</b>	<b>2 528</b>	<b>(129 715)</b>
Retraitements des locations financements	516	(3 601)	<b>(3 085)</b>	2 181
Correction d'erreurs par les capitaux propres	0	0	<b>0</b>	2 898
Annulation provision pour dépréciation sur titres et comptes courants intragroupe	119 053	13 591	<b>132 644</b>	55 540
Elimination des dividendes reçus	(839)	(24 671)	<b>(25 510)</b>	(21 753)
Constatation des impôts différés	10 330	4 928	<b>15 258</b>	9 677
Actualisation de créances	(1 008)	0	<b>(1 008)</b>	0
Correction plus ou moins-value sociale sur cession ou déconsolidation de titres	(7 708)	2 640	<b>(5 068)</b>	1 317
Réévaluation du goodwill du Pôle Carboat	2 320	0	<b>2 320</b>	0
Dépréciation sur écarts d'acquisition et amortissement sur évaluation juste valeur		(413)	<b>(413)</b>	(11 095)
Autres retraitements	(589)	1 889	<b>1 300</b>	(910)
Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	0	708	<b>708</b>	(1 028)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>202 724</b>	<b>(83 050)</b>	<b>119 674</b>	<b>(92 888)</b>
<b>Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère</b>	<b>202 724</b>	<b>(83 050)</b>	<b>119 674</b>	<b>(92 888)</b>

## Note 12 – Analyse des participations ne donnant pas le contrôle

Il n'y a pas de participations ne donnant pas le contrôle dans le groupe au 31 décembre 2010.

## Note 13 – Analyse des emprunts et dettes financières

### Ventilation des emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	Total	2 à 5 ans	plus de 5 ans
Crédit-bail retraité et emprunts	20 690	19 051	1 639
Autres emprunts et dettes financières diverses	96	96	0
<b>Sous-total emprunts et dettes financières long terme</b>	<b>20 786</b>	<b>19 147</b>	<b>1 639</b>
Comptabilité de couverture de juste valeur des swaps	1 184		
<b>Total emprunts et dettes financières long terme</b>	<b>21 970</b>		
Crédit-bail retraité et emprunts	7 931		
Concours bancaires	0		
Autres emprunts et dettes financières diverses	0		
<b>Total emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)</b>	<b>7 931</b>		

### Variation des emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre et fusion	Mouvements cpte à cpte	31/12/2010
Crédit-bail retraité et emprunts	28 135	0	0	0	(7 445)	20 690
Autres emprunts et dettes financières diverses	34 653	0	(2 614)	1 307	(33 250)	96
Comptabilité de couverture de juste valeur des swaps	1 546	0	(362)	0	0	1 184
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>64 334</b>	<b>0</b>	<b>(2 976)</b>	<b>1 307</b>	<b>(40 695)</b>	<b>21 970</b>
Crédit-bail retraité et emprunts	10 437	0	(9 951)	0	7 445	7 931
Concours bancaires	29 018	0	(29 036)	18	0	0
Autres emprunts et dettes financières diverses	9 798	0	(43 159)	111	33 250	0
<b>Total emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)</b>	<b>49 253</b>	<b>0</b>	<b>(82 146)</b>	<b>129</b>	<b>40 695</b>	<b>7 931</b>

La double opération menée avec le groupe Schibsted décrite précédemment a permis au groupe Spir de se désendetter et d'afficher une trésorerie nette de 9 millions d'euros à la clôture.

Les principales variations de l'exercice correspondent essentiellement :

- au remboursement de l'intégralité des concours bancaires négociés avec les banques, ainsi que de l'encours d'affacturage pour 29 millions d'euros,
- à des remboursements d'emprunts et de crédit-bail conformes aux échéanciers pour 13,3 millions d'euros,
- au remboursement complet de l'emprunt à moyen terme auprès de Sofiouest et Prepart, actionnaires majoritaires de Spir Communication SA pour 42,8 millions d'euros.

L'essentiel du crédit-bail retraité et des emprunts est couvert par des swaps de taux efficaces. La juste valeur de ces derniers a évolué favorablement de 362 milliers d'euros au cours de l'exercice et s'élève à 1 184 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

Le crédit-bail retraité représente à la clôture de l'exercice un montant de 18 875 milliers d'euros. Les contrats ne prévoient pas de loyers conditionnels, de sous-location ni de restrictions particulières. Ils concernent plus particulièrement :

- à hauteur de 502 milliers d'euros, le financement de la rotatives Mainstream Heidelberg mise en service le 15 avril 2003 sur le site de Reyrieux. Cette rotative a été financée par un crédit-bail à taux variable indexés sur l'Euribor 6 mois, lequel n'a pas fait l'objet d'un swap de taux.

- à hauteur de 5 051 milliers d'euros, le financement du siège social à Aix-en-Provence par crédit-bail à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois d'une durée de 12 années.  
Ce crédit-bail a pour partie (90%) fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 4,36% sur une durée de 8 années, spread inclus. Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 315 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé,
  - à hauteur de 3 217 milliers d'euros, le financement des 2 rotatives Goss mises en service fin 2005 sur le site de Reyrieux.  
Ces 2 rotatives ont été financées par un crédit-bail à taux variable indexé sur l'Euribor 6 mois d'une durée de 8 années. Ce contrat a fait l'objet en 2009 d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 2,79% sur la durée restant à courir, spread inclus.  
Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 53 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé,
  - à hauteur de 9 696 milliers d'euros, le financement de la rotative Goss mise en service en 2007 sur le site de Châteaurenard.  
Cette rotative est financée par un crédit bail à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois, lequel a fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 4,17% sur une durée de 8 années, spread inclus.  
Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 399 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé.
- Deux autres emprunts font l'objet de swaps de taux d'intérêt :
- l'un pour un montant restant dû de 4 millions d'euros à taux variable indexé sur l'Euribor 6 mois d'une durée de 5 années. Cet emprunt a fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 3,98%, spread inclus.  
Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 128 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé,
  - l'autre pour un montant restant dû de 5,4 millions d'euros à taux variable indexé sur l'Euribor 6 mois d'une durée de 5 années. Cet emprunt a fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 4,98%, spread inclus.  
Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 289 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé.

## Note 14 – Détail des dettes au personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
Provisions pour pensions et retraites	3 442	73	(992)	0	2 884
<b>Total dettes au personnel</b>	<b>3 442</b>	<b>73</b>	<b>(992)</b>	<b>0</b>	<b>2 884</b>

Les dettes au personnel sont exclusivement composées des provisions pour indemnités de départ en retraite conventionnelles de la zone géographique France.

Nous avons procédé à une étude qui nous a conduits à ne comptabiliser aucune provision pour l'effectif à l'étranger compte tenu de son caractère non significatif.

## Note 15 – Détail des autres passifs long terme

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
Engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle	1 100	0	0	0	1 100
<b>Total des autres passifs long terme</b>	<b>1 100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>

Ce poste enregistre tous les engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle.

Le montant des engagements est estimé et est actualisé chaque année à partir notamment des business plans des filiales concernées.

A la clôture de l'exercice 2010, les filiales concernées sont des sociétés du métier thématiques immobilier.

## Note 16 – Détail des fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fournisseurs	38 310	35 848
Dettes sur acquisitions d'actifs	1 317	1 548
Dettes sociales	71 254	74 498
Dettes fiscales	24 005	28 266
Comptes courants créditeurs	171	1 411
Autres dettes	6 529	6 881
<b>Total des fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>141 586</b>	<b>148 452</b>
<b>Montants à moins d'un an</b>	<b>141 586</b>	<b>148 452</b>

## Note 17 – Détail des provisions et autres passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Provisions pour litiges salariaux - part à mois d'un an	4 740	3 330
Provisions pour litiges commerciaux - part à mois d'un an	913	284
Provisions pour restructurations - part à moins d'un an	1 807	16 785
Autres provisions pour risques et charges - part à mois d'un an	2 454	643
Produits constatés d'avance	481	399
<b>Total des provisions et autres passifs courants</b>	<b>10 395</b>	<b>21 441</b>

A la fin de l'exercice 2009, le groupe avait engagé et provisionné des coûts de restructurations sur le Pôle Médias.

Les plans de restructuration ont été menés sur le premier semestre 2010 et ont conduit à la reprise des provisions à hauteur de 15 millions d'euros.

### Variation des provisions

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2009	Augmentation	Diminution (provisions utilisées)	Diminution (provisions non utilisées)	Variation périmètre et fusion	31/12/2010
Provisions pour litiges salariaux - part à mois d'un an	3 330	3 001	(1 288)	(568)	265	4 740
Provisions pour litiges commerciaux - part à mois d'un an	284	640	(22)	(275)	286	913
Provisions pour restructurations - part à moins d'un an	16 785	0	(14 978)	0	0	1 807
Autres provisions pour risques - part à mois d'un an	643	2 209	(295)	(24)	(79)	2 454
<b>Total des provisions</b>	<b>21 041</b>	<b>5 850</b>	<b>(16 583)</b>	<b>(867)</b>	<b>472</b>	<b>9 914</b>



## Note 18 – Informations sectorielles

Les informations figurant dans cette note sont conformes à la définition des secteurs retenue dans les comptes établis selon les principes comptables de la norme IFRS 8.

Ce découpage sectoriel reflète la structure opérationnelle et managériale du groupe. Deux secteurs «à présenter» et deux zones géographiques ont été définis.

### a) Informations par secteurs « à présenter »

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009	Variations
<b>Pôle Médias</b>			
Chiffre d'affaires total du métier	244 640	260 121	-6.0%
Résultat opérationnel courant	(6 810)	(27 829)	75.5%
Résultat opérationnel	110 535	(85 076)	229.9%
Résultat opérationnel en % du CA	45.2%	-32.7%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	193 379	218 445	-11.5%
Investissements corporels et incorporels	11 120	16 588	-33.0%
Effectifs	1 843	2 274	-19.0%
Chiffre d'affaires net hors groupe	222 493	245 049	-9.2%
<b>Pôle Distribution</b>			
Chiffre d'affaires total du métier	328 197	348 611	-5.9%
Résultat opérationnel courant	6 381	11 078	-42.4%
Résultat opérationnel	4 330	11 002	-60.6%
Résultat opérationnel en % du CA	1.3%	3.2%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	65 061	66 081	-1.5%
Investissements corporels et incorporels	1 227	2 518	-51.3%
Effectifs permanents	1 223	1 242	-1.5%
Distributeurs	22 467	23 320	-3.7%
Chiffre d'affaires net hors groupe	316 716	332 024	-4.6%
<b>Total Spir Communication</b>			
Chiffre d'affaires net hors groupe	539 209	577 073	-6.6%
Résultat opérationnel courant	(429)	(16 751)	97.4%
Résultat opérationnel	114 865	(74 074)	255.1%
Résultat opérationnel en % du CA	21.3%	-12.8%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	258 440	284 526	-9.2%
Investissements corporels et incorporels	12 347	19 106	-35.4%
Effectifs	3 066	3 516	-12.8%

La ligne "Immobilisations corporelles et incorporelles" intègre les goodwills pour leur valeur nette comptable.

Le chiffre d'affaires inter-secteurs s'élève à 33 628 milliers d'euros au 31 décembre 2010 contre 31 659 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

## b) Informations par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009	Variations
<b>France</b>			
Chiffre d'affaires net de la zone géographique	526 559	561 441	-6.2%
Résultat opérationnel courant	903	(15 581)	105.8%
Résultat opérationnel	116 195	(71 898)	261.6%
Résultat opérationnel en % du CA	22.1%	-12.8%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	253 444	272 887	-7.1%
Investissements corporels et incorporels	11 802	18 697	-36.9%
Effectifs	2 948	3 408	
<b>Autres pays Européens</b>			
Chiffre d'affaires net de la zone géographique	12 650	15 632	-19.1%
Résultat opérationnel courant	(1 332)	(1 170)	-13.8%
Résultat opérationnel	(1 330)	(2 176)	38.9%
Résultat opérationnel en % du CA	-10.5%	-13.9%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 996	11 639	-57.1%
Investissements corporels et incorporels	545	409	33.3%
Effectifs	118	108	9.3%
<b>Total Spir Communication</b>			
Chiffre d'affaires net hors groupe	539 209	577 073	-6.6%
Résultat opérationnel courant	(429)	(16 751)	97.4%
Résultat opérationnel	114 865	(74 074)	255.1%
Résultat opérationnel en % du CA	21.3%	-12.8%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	258 440	284 526	-9.2%
Investissements corporels et incorporels	12 347	19 106	-35.4%
Effectifs	3 066	3 516	-12.8%

La ligne "Immobilisations corporelles et incorporelles" intègre les goodwill pour leur valeur nette comptable.

## Note 19 – Charges de restructuration et autres produits et charges opérationnelles

## Détail 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Pôle Médias	Pôle Distribution	Total
Coûts nets de restructuration	(667)	(1 916)	(2 583)
Produits liés aux variations de périmètre	191 252	0	191 252
Dépréciation d'actifs corporels et incorporels	(28 945)	0	(28 945)
Cessions et mises au rebut d'actifs	(2 226)	(135)	(2 361)
Dépréciation de goodwill	(42 069)	0	(42 069)
<b>Total charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels 2010</b>	<b>117 345</b>	<b>(2 051)</b>	<b>115 294</b>

Les charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels en 2010 génèrent un produit de 115,3 millions d'euros qui s'analyse comme suit:

- Produit net relatif aux variations de périmètre pour 191,3 millions d'euros. Ce produit a été généré par :
  - la plus-value de cession de 50% des titres de participation détenus dans le capital de la société Editions Aixoises Multimédia éditrice du site leboncoin.fr à hauteur de 195,5 millions d'euros,
  - les moins-values de cession des sociétés Cubic Média, S3G Com et Inter Hebdo pour un montant de 4,2 millions d'euros,
- Dépréciation d'actifs corporels et incorporels principalement liées à la sous-activité des Imprimeries pour un montant de 31,3 millions d'euros,
- Dépréciation de goodwill pour 42,1 millions d'euros dont 35,9 sur l'activité de Presse Gratuite d'Annonces et 6,2 sur l'activité Imprimerie,
- Coûts nets de restructuration pour un montant de 2,6 millions d'euros principalement liés aux plans de restructuration initiés sur les années antérieures.

## Détail 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Pôle Médias	Pôle Distribution	Total
Coûts de restructuration	(29 363)		(29 363)
Dépréciation de goodwill	(26 000)		(26 000)
Contrôle fiscal	(1 160)		(1 160)
Contrôle urssaf	(505)		(505)
Autres	(219)	(76)	(295)
<b>Total charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels 2009</b>	<b>(57 247)</b>	<b>(76)</b>	<b>(57 323)</b>

Les charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels correspondaient en 2009 :

- à une provision pour dépréciation des écarts d'acquisitions sur le Pôle Médias, pour un montant de 26 millions d'euros,
- à des coûts de restructuration pour un montant de 29 363 milliers d'euros exigés par la nécessaire adaptation de nos supports presse aux marchés de la diffusion de la petite annonce en France,
- à un montant de 1 665 milliers d'euros au titre de deux contrôles fiscaux et d'un contrôle Urssaf.

## Note 20 – Coût de l'endettement financier net

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	42	183
<b>Total produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>42</b>	<b>183</b>
Charges d'intérêts	(4 948)	(4 822)
Gains et pertes de change	123	(101)
Autres	(871)	322
<b>Total coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(5 696)</b>	<b>(4 602)</b>
<b>Total coût de l'endettement financier net</b>	<b>(5 654)</b>	<b>(4 419)</b>

Les charges d'intérêts correspondent essentiellement aux intérêts payés dans le cadre des financements en crédit-bail et par emprunts.

Le désendettement du groupe n'étant intervenu qu'en fin d'exercice, le niveau de ces charges est comparable à celui de l'exercice précédent.

La ligne «Autres» enregistre une charge à hauteur de 1 008 milliers d'euros liée à l'actualisation de la créance étalée sur 6 ans dans le cadre de la cession de la participation dans S3G Com.

## Note 21 – Charge d'impôt

Les impôts différés ont été calculés au taux de 34,43 % pour les entreprises du périmètre de consolidation.

<b>Ventilation de l'impôt</b>		
<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
- Impôt exigible	(5 503)	6 710
- Impôt différé	15 258	9 677
<b>Total Impôt sur les bénéfices</b>	<b>9 755</b>	<b>16 387</b>

Les impôts différés ont été calculés au taux de 34,43 % pour les entreprises du périmètre de consolidation.

<b>Preuve d'impôt</b>		
<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat net des activités arrêtées</b>	<b>119 674</b>	<b>(92 888)</b>
Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	708	(30 782)
Plus-values non taxables	197 788	0
Moins-values non déductibles	(6 536)	0
Impôts sociétés	9 755	16 387
<b>Résultat taxable au taux courant</b>	<b>(82 041)</b>	<b>(78 493)</b>
<b>Taux d'impôt réel</b>	<b>11.89%</b>	<b>20.88%</b>
<b>Taux d'impôt applicable</b>	<b>34.43%</b>	<b>34.43%</b>
<b>Impôt théorique au taux d'impôt applicable</b>	<b>28 247</b>	<b>27 025</b>
Déficits non activés	(10 526)	(4 905)
Retraitements permanents	(8 873)	(4 817)
Crédits d'impôt	255	167
Paiements fondés sur des actions	(119)	(180)
Activation de déficits antérieurs	1 403	0
Variation d'imposition sur sociétés étrangères	(450)	(600)
Ecart de taux d'imposition sur sociétés françaises	(26)	(96)
Ecart de taux d'impôt différé	(156)	(207)
<b>Charge d'impôt société comptabilisée</b>	<b>9 755</b>	<b>16 387</b>

## Opérations sur titres auto-détenus

## Note 22 – Paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions)

Au 31 décembre 2010, seuls sont en cours des plans d'acquisition d'actions au bénéfice de certains dirigeants sociaux et membres du personnel du groupe.

Date d'attribution et type d'option	Prix d'exercice	Nombre d'options à l'origine du plan	Options valides et non encore exercées au 31/12/2009	Options sur nouveau plan ouvert en 2010	Options exercées en 2010	Options annulées en 2010	Options valides et non encore exercées au 31/12/2010	Période d'exercice	En milliers d'euros		
									Juste valeur des paiements fondés sur des actions 31/12/2009	Juste valeur des paiements fondés sur des actions 31/12/2010	Variation de l'exercice
28/02/2002 achat	74,46 €	25 600	2 000			(2 000)	0	du 28/02/2006	non évalué option IFRS 2	non évalué option IFRS 2	
22/05/2003 achat	65,51 €	27 520	5 750				5 750	du 22/05/2007	402	402	0
19/05/2004 achat	111,72 €	28 200	15 750			(500)	15 250	du 19/05/2008	570	570	0
19/05/2005 achat	147,02 €	52 800	22 650			(1 100)	21 550	du 19/05/2009	942	942	0
18/05/2006 achat	122,91 €	117 670	32 430			(1 300)	31 130	du 18/05/2010	908	1 059	151
15/05/2007 achat	105,26 €	45 375	32 425			(3 000)	29 425	du 15/05/2011	412	608	196
<b>TOTAL</b>			<b>111 005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(7 900)</b>	<b>103 105</b>		<b>3 234</b>	<b>3 581</b>	<b>347</b>

## Note 23 – Composition du capital social et opérations sur titres auto-détenus

### Composition du capital social

Le capital social de la société Spir Communication SA se compose de 6 245 411 actions au nominal de 4 euros.

Au 31 décembre 2010, la répartition du capital est la suivante :

En milliers d'euros	Nbre d'actions détenues 31/12/2010	% du capital 31/12/2010	% des droits de vote nets 31/12/2010	Nbre d'actions détenues 31/12/2009	% du capital 31/12/2009	% des droits de vote nets 31/12/2009
Prépart SCS	3 485 692	55.81%	67.80%	3 485 692	55.81%	53.20%
Sofiouest SA	662 348	10.61%	13.06%	662 348	10.61%	17.20%
Actions propres	157 715	2.53%		162 779	2.61%	
Public	1 939 656	31.06%	19.14%	1 934 592	30.98%	29.60%
<b>Total</b>	<b>6 245 411</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>6 245 411</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Ces actions sont acquises essentiellement en vue d'assurer le contrat de liquidité et d'animer le marché des titres, de les conserver de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions, tout plan d'épargne ou toute attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires sociaux du Groupe.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
<b>Actions auto-détenues au début de l'exercice</b>	<b>16 193</b>	<b>16 161</b>
Variation des actions destinées à couvrir les plans de stock-options	0	0
Variation des actions affectées à la régulation de cours	(65)	32
<b>Variation totale de l'exercice</b>	<b>(65)</b>	<b>32</b>
<b>Actions auto-détenues à la fin de l'exercice</b>	<b>16 128</b>	<b>16 193</b>

<i>En nombre d'actions</i>	31/12/2010	31/12/2009
<b>Actions auto-détenues au début de l'exercice</b>	<b>162 779</b>	<b>161 393</b>
Variation des actions destinées à couvrir les plans de stock-options	0	0
Variation des actions affectées à la régulation de cours	(5 064)	1 386
<b>Variation totale de l'exercice</b>	<b>(5 064)</b>	<b>1 386</b>
<b>Actions auto-détenues à la fin de l'exercice</b>	<b>157 715</b>	<b>162 779</b>
<b>Nombre d'actions composant le capital social</b>	<b>6 245 411</b>	<b>6 245 411</b>
<b>Nombre d'actions hors titres auto-détenus</b>	<b>6 087 696</b>	<b>6 082 632</b>

## Note 24 – Informations relatives aux parties liées

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Spir Communication SA et des filiales énumérées dans le tableau du paragraphe 1.3. **Liste des sociétés consolidées au 31.12.2010**

Le groupe Spir est lui-même consolidé dans le groupe SIPA Ouest France

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées sur l'exercice.

(en milliers d'euros)	31/12/2010		31/12/2009	
<b>Emprunts auprès des parties liées</b>	<b>Dettes</b>	<b>Intérêts versés</b>	<b>Dettes</b>	<b>Intérêts versés</b>
SCS Prépart - Entité ayant une influence significative sur le Groupe	0	942	30 726	1 290
Sofiouest SA - Entité ayant une influence significative sur le Groupe	0	356	12 200	501
<b>Prêts aux parties liées</b>	<b>Créances</b>	<b>Intérêts reçus</b>	<b>Créances</b>	<b>Intérêts reçus</b>
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%	0	6	1 047	47
Carboatmedia Holding SAS- Coentreprise à 50%	0	20	1 414	111
<b>Acquisitions et cessions d'actifs aux parties liées</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Cessions</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Cessions</b>
Pas de mouvement				
<b>Dividendes versés aux parties liées</b>		<b>Dividendes</b>		<b>Dividendes</b>
Pas de mouvement				
<b>Compte courants de trésorerie avec les parties liées</b>	<b>Dettes</b>	<b>Intérêts versés</b>	<b>Dettes</b>	<b>Intérêts versés</b>
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%	0	203	68	68
<b>Achats / Ventes aux parties liées</b>	<b>Achats</b>	<b>Ventes</b>	<b>Achats</b>	<b>Ventes</b>
Groupe Publihebdos - Autre partie liée	0	506	0	482
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%	2 819	758	895	315
Carboatmedia SAS - Coentreprise à 50%	0	438	0	438
20 minutes France SAS - Entreprise associée	0	3 196	0	1 575
<b>Dettes / Créances d'exploitation envers les parties liées</b>	<b>Dettes</b>	<b>Créances</b>	<b>Dettes</b>	<b>Créances</b>
Groupe Publihebdos - Autre partie liée	52	260	0	0
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%	297	34	165	44
Carboatmedia SAS - Coentreprise à 50%	0	87	0	44
20 minutes France SAS - Entreprise associée	0	717	0	140

Les rémunérations totales et avantages de toute nature alloués, au titre de l'exercice, aux membres du Comité Exécutif assurant la Direction du groupe se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Avantages à court terme	1523	2290
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Indemnité de fin de contrat	0	150
Paievements fondés sur des actions	0	0
<b>Total (*)</b>	<b>1 523</b>	<b>2 440</b>

(\*) Les administrateurs non dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de la part du groupe, hors les jetons de présence.

### Intérêts des dirigeants dans les plans d'intéressement en actions du personnel

Les options d'achat d'actions détenues par les dirigeants ont les dates et les prix d'exercice suivants :

Date d'attribution et type d'option	Prix d'exercice (1 action pour 1 option)	Options valides et non encore exercées au 31/12/2010	Options valides et non encore exercées au 31/12/2009	Période d'exercice
28/02/2002 achat	74,46 €	0	1 500	du 28/02/2006 au 28/02/2010
22/05/2003 achat	65,51 €	3 000	3 000	du 22/05/2007 au 22/05/2011
19/05/2004 achat	111,72 €	2 900	2 900	du 19/05/2008 au 19/05/2012
19/05/2005 achat	147,02 €	5 500	5 500	du 19/05/2009 au 19/05/2013
18/05/2006 achat	122,91 €	12 500	12 500	du 18/05/2010 au 18/05/2014
15/05/2007 achat	105,26 €	11 250	12 750	du 15/05/2011 au 15/05/2015
<b>Total</b>		<b>35 150</b>	<b>38 150</b>	

Aucune option n'a été octroyée aux administrateurs non indépendants et non dirigeants dans le cadre de ces plans.

## Note 25 – Objectifs et politique de gestion des risques financiers

### Instruments financiers

Les principaux passifs financiers du groupe sont constitués d'emprunts, de dettes de location financement, et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du groupe. Le groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

Le groupe contracte également des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion des risques de taux d'intérêt liés au financement du groupe.

La politique du groupe est, et a été en 2010 et 2009, de ne pas souscrire d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du groupe sont le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de liquidité et le risque de contrepartie (le risque de change étant marginal). Le conseil d'administration a revu et approuvé les politiques de gestion de chacun de ces risques. Ces politiques sont résumées ci-dessous.

#### **Risque de taux d'intérêt**

L'exposition du groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du groupe, à taux variable.

La politique du groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

La politique du groupe est que plus de 60% de sa dette soit à taux fixe. Dans cet objectif, le groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles déterminés, la différence entre le montant des intérêts à taux fixe et le montant des intérêts à taux variable calculés sur un montant nominal d'emprunt convenu entre les parties. Ces swaps sont affectés à la couverture des emprunts. Au 31 décembre 2010, après prise en compte des swaps de taux d'intérêt, 98% de la dette du groupe est à taux d'intérêt fixe.

#### **Risque de crédit**

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable, telle que présentée dans la Note 8. Le groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit.

La répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus est la suivante au 31/12/2010 :

En milliers d'euros	Encours non échus	Encours échus		Total
		0 à 150 jours	plus de 150 jours	
Créances clients et comptes rattachés (TTC)	57 381	42 276	16 148	115 805
Dépréciation des créances clients et comptes rattachés (HT)	0	(2 942)	(15 084)	(18 026)
<b>Total créances clients et comptes rattachés</b>	<b>57 381</b>	<b>39 334</b>	<b>1 064</b>	<b>97 779</b>

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et certains instruments dérivés, l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.



**Risque de liquidité**

Le groupe gère le risque d'être court en trésorerie en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

L'objectif du groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires, de contrats de location financement et d'achats à crédit. La politique du groupe est de ne pas avoir plus de 30% des emprunts qui arrivent à échéance dans les 12 mois. Au 31 décembre 2010, la dette du groupe qui arrive à échéance à moins d'un an représente 26,5% de la dette totale.

**Justes valeurs des instruments financiers**

Tous les instruments financiers du groupe ont des justes valeurs identiques à leurs valeurs comptables, à l'exception des emprunts et dettes financières.

En effet, au 31 décembre 2010, le groupe a six contrats de swap de taux d'intérêt en cours.

Ces contrats de swap sont détaillés dans la Note 13, leur juste valeur est défavorable au groupe pour un montant de 1 184 milliers d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	122	2				X
Prêts, cautionnements et autres créances	6 588	5 171			X	
Clients et comptes rattachés	97 779	99 021			X	
Autres créances	12 660	14 762			X	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 219	2 024	X			

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009	Risque de crédit	Risque de liquidité	Risque de taux
Autres titres de participation	122	2		X	
Prêts, cautionnements et autres créances	6 588	5 171		X	
Clients et comptes rattachés	97 779	99 021	X		
Autres créances	12 660	14 762	X		
Disponibilités	33 004	1 366		X	
SICAV et Fonds commun de placement	6 215	658		X	X
Crédit-bail retraité et emprunts	28 621	38 572		X	X
Autres emprunts et dettes financières diverses	96	44 451		X	X
Concours bancaires	0	29 018		X	X

**Hierarchie de juste valeur**

- Niveau 1 : juste valeur évaluée à l'aide de prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données («inputs»), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix)
- Niveau 3 : juste valeur évaluée à l'aide de données («inputs») qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables («inputs» non observables)

<i>En milliers d'euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Au 31 décembre 2010</b>			
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	6 215		
Passifs financiers dérivés		1 184	
<b>Au 31 décembre 2009</b>			
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	658		
Passifs financiers dérivés		1 546	

## Note 26 – Evénements postérieurs à la clôture

- Sur le premier quadrimestre 2011, le groupe Spir a finalisé un crédit syndiqué de 25 millions d'euros permettant le refinancement d'une partie de l'acquisition de 50% du Pôle Carboat,
- Un contrôle URSSAF couvrant les années 2008 à 2010 est en cours sur les principales sociétés du groupe. A ce stade aucun risque significatif n'est à mettre en évidence,
- Les échanges avec TNT Express sur l'activité Colis au sein du Pôle Distribution, se poursuivent dans le prolongement du Memorandum of Understanding signé le 14 décembre 2010 avec un double objectif stratégique : accroître les volumes opérés et réduire les coûts de distribution. Après analyse, cette opération n'entre pas dans le champ d'application d'IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente.

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Spir Communication S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.1 et 2.3 «Référentiel comptable» de l'annexe des comptes consolidés qui exposent l'incidence de l'application des nouvelles normes IFRS 3R sur les regroupements d'entreprises et IAS27 sur les états financiers consolidés.

## Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Test de dépréciation des goodwill et autres immobilisations

Les notes 1 «Analyse des Goodwill», 2.3 «Les méthodes et règles d'évaluation», 19 «Charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels» et 3 «Variation des immobilisations corporelles» de l'annexe des comptes consolidés précisent les modalités selon lesquelles la société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et à des tests de dépréciation des autres immobilisations lorsqu'il existe des indices de perte de valeur.

Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent ces tests, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces hypothèses par la direction et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

### Changement de méthode comptable

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, les notes 2.1 et 2.3 de l'annexe des comptes consolidés exposent les changements de méthodes comptables intervenus au cours de l'exercice, suite à l'application des normes IFRS3 R sur les regroupements d'entreprises et IAS 27 sur les états financiers consolidés.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la correcte application de ces nouvelles normes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Rennes et Nice, le 12 avril 2011

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG SA  
Vincent Broyé  
Associé

ERNST & YOUNG AUDIT  
  
Anis Nassif  
Associé

# COMPTES SOCIAUX

## Comptes sociaux Spir Communication SA

### Bilan

	31/12/2010			31/12/2009
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
<b>ACTIF</b>				
<i>En milliers d'euros</i>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Fonds de commerce	59	0	59	59
Autres immobilisations incorporelles	393	99	294	60
Note 1 <b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>452</b>	<b>99</b>	<b>353</b>	<b>119</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	282		282	343
Constructions et agencements	3 365	2 525	840	1 209
Installations techniques	33	31	2	6
Autres immobilisations corporelles	4 239	3 406	833	1 320
Note 1 <b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>7 919</b>	<b>5 962</b>	<b>1 957</b>	<b>2 878</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	254 763	116 863	137 900	132 254
Autres immobilisations financières	60	10	50	2 877
Note 1 <b>Total immobilisations financières</b>	<b>254 823</b>	<b>116 873</b>	<b>137 950</b>	<b>135 131</b>
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>263 194</b>	<b>122 934</b>	<b>140 260</b>	<b>138 128</b>
<b>Actif circulant</b>				
Clients	4 220	0	4 220	3 730
Autres créances d'exploitation	129 021	64 928	64 093	90 980
Valeurs mobilières de placements	15 827	12 310	3 517	2 739
Disponibilités	26 552	0	26 552	188
Note 2 <b>Total actif circulant</b>	<b>175 620</b>	<b>77 238</b>	<b>98 382</b>	<b>97 637</b>
Note 2 Comptes de régularisation	182	0	182	50
<b>Total de l'actif</b>	<b>438 996</b>	<b>200 172</b>	<b>238 824</b>	<b>235 815</b>

## Bilan

<b>PASSIF</b>		31/12/2010	31/12/2009
<i>En milliers d'euros</i>			
<b>Capitaux propres</b>			
	Capital	24 982	24 982
	Réserves	87 321	160 648
	Résultat	80 649	-73 327
	Provisions réglementées	1 111	787
Note 3	<b>Total capitaux propres</b>	<b>194 063</b>	<b>113 090</b>
Note 4	Provisions pour risques et charges	10	8
<b>Dettes financières</b>			
	Dettes Actionnaires	0	42 930
	Emprunts et dettes financières divers	4 036	6 041
Note 5	<b>Total dettes financières</b>	<b>4 036</b>	<b>48 971</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>			
	Dettes fournisseurs	2 271	1 541
	Autres dettes d'exploitation	38 444	62 509
	Concours bancaires	0	9 696
Note 5	<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>40 715</b>	<b>73 746</b>
	<b>Total du passif</b>	<b>238 824</b>	<b>235 815</b>

## Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2010	31/12/2009
Note 8	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4 810</b>	<b>6 364</b>
	Reprises sur provisions et amortissements et transfert de charges	1 065	1 168
	Autres produits	45	0
	<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>5 920</b>	<b>7 532</b>
	Achats et autres approvisionnements		0
	Autres achats et charges externes	(3 647)	(3 834)
	Impôts, taxes et versements assimilés	(248)	(288)
	<b>Charges de personnel</b>		
	Salaires	(840)	(1 716)
	Charges sociales	(363)	(737)
	<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>		
	Dotations aux amortissements sur immobilisations	(614)	(665)
	Dotations aux provisions pour risques et charges	(10)	(14)
	Autres charges	(631)	(791)
	<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>(6 353)</b>	<b>(8 045)</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(433)</b>	<b>(513)</b>
	Reprises sur provisions et transfert de charges	1 160	236
	Produits de participation	839	14 078
	Autres produits financiers	3 772	3 123
	<b>Total produits financiers</b>	<b>5 771</b>	<b>17 437</b>
	Dotations financières aux amortissements et provisions	(119 053)	(85 742)
	Autres charges financières	(4 574)	(4 012)
	<b>Total charges financières</b>	<b>(123 627)</b>	<b>(89 754)</b>
Note 9	<b>Résultat financier</b>	<b>(117 856)</b>	<b>(72 317)</b>
	<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>(118 289)</b>	<b>(72 830)</b>
	Produits sur opérations de gestion	0	0
	Produits sur opérations en capital	210 918	14
	Reprises sur provisions et transfert de charges	32 102	
	<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>243 020</b>	<b>14</b>
	Charges sur opérations de gestion	(17)	(1 355)
	Charges sur opérations en capital	(40 195)	(77)
	Dotations aux amortissements et provisions	(324)	(324)
	<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>(40 536)</b>	<b>(1 755)</b>
Note 10	<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>202 484</b>	<b>(1 741)</b>
Note 11	Impôt sur les bénéfices	(3 546)	1 244
	<b>Résultat net</b>	<b>80 649</b>	<b>(73 327)</b>

# Annexe des comptes sociaux

## Faits majeurs de l'exercice

Pour la société Spir Communication SA, l'exercice 2010 s'est caractérisé par :

- La cession des 50% détenus dans le capital de la société Editions Aixoises Multimédia SAS (leboncoin.fr) qui s'est élevée, en tenant compte de la trésorerie apportée, à 204,5 millions d'euros. La plus-value de cession s'est élevée à 203,2 millions d'euros,
- L'acquisition des 50% complémentaires dans le capital de la société Car&Boat Média Holding SAS (lacentrale.fr et caradiciac.com) désormais détenue à 100%, qui s'est élevée en tenant compte de la trésorerie récupérée à 61,5 millions d'euros.

Cette double opération avec le groupe Schibsted réalisée par compensation entre les sommes que Spir et Schibsted se devaient respectivement au terme de la transaction représente donc un montant net total reçu par Spir Communication de 143 millions d'euros.

## Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels en France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### 1) Immobilisations

Les amortissements retenus pour la détermination du résultat d'exploitation sont calculés sur la durée d'utilisation estimée.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

### 2) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC. Concernant les fonds de commerce une provision peut être constatée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés d'après la durée d'utilisation prévue suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels inférieurs à 15 000 euros	linéaire	1 an
Logiciels supérieurs à 15 000 euros	linéaire	5 ans
Logiciels développés en interne	linéaire	3 ans

Les fonds de commerce ne sont plus amortis depuis le premier janvier 2005

Il n'a pas été constaté de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles.

### 3) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'amortissement est calculé sur leur durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

Cette application est sans incidence significative sur les comptes.

Les modes et durées sont les suivantes :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée
Constructions	linéaire	20 à 30 ans
Agencements techniques	linéaire	5 à 8 ans
Matériels techniques	linéaire	5 à 8 ans
Véhicules	linéaire	3 à 5 ans
Autres matériels et mobiliers	linéaire	3 à 8 ans

Les amortissements dégressifs correspondent au rythme de consommation des avantages économiques.



#### 4) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, frais accessoires compris, conformément à la méthode préférentielle du PCG et suivant l'avis 2007-C du CNC. Lorsque la valeur des cash-flows futurs de la société est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Pour ce qui concerne 20 minutes France, il a été tenu compte, pour déterminer la valeur d'inventaire des titres au 31/12/2010, d'une part du bénéfice de la période et d'autre part des économies futures d'impôts qui seront générées par l'utilisation des déficits reportables de la société.

#### 5) Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque le cours à la clôture de l'exercice est inférieur à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement au 31/12/2010 est constitué :

- de 151 444 actions Spir Communication pour un montant de 15 688 milliers d'euros, destinées à couvrir 6 plans d'attribution d'actions au profit de certains membres du personnel et de certains dirigeants du Groupe. La décote constatée entre le prix de revient et le prix d'exercice des options est provisionnée pour un montant de 12 310 milliers d'euros,
- de 6 271 actions Spir Communication pour un montant de 139 milliers d'euros détenues dans le cadre d'un contrat de régulation de cours conclu avec une société de bourse.

#### 6) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06.

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les mouvements correspondent aux litiges nés ou dénoués sur l'exercice.

## COMPLEMENT D'INFORMATIONS

## Note 1 – Informations sur l'actif immobilisé

## Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé

## Valeur brute des immobilisations

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut au 31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Fusions et Apports	Montant brut au 31/12/2010
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Concession, marques	44	0	0	0	44
Droit au bail	59	0	0	0	59
Logiciels	103	0	0	0	103
Immob. incorporelles en cours	0	246	0	0	246
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>206</b>	<b>246</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>452</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	343	0	61		282
Constructions et agencements	4 261	0	896	0	3 365
Installations techniques	33	0	0	0	33
Autres	4 239	0	0	0	4 239
Immob. corporelles en cours	0	0	0	0	0
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>8 876</b>	<b>0</b>	<b>957</b>	<b>0</b>	<b>7 919</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations	227 094	67 120	39 451	0	254 763
Autres	2 887	0	2 827	0	60
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>229 981</b>	<b>67 120</b>	<b>42 278</b>	<b>0</b>	<b>254 823</b>
<b>Total général brut</b>	<b>239 063</b>	<b>67 366</b>	<b>43 235</b>	<b>0</b>	<b>263 194</b>

## Amortissements et provisions sur immobilisations

<i>En milliers d'euros</i>	Amortissements au 31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Fusions et Apports	Amortissements au 31/12/2010
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Droit au bail	0	0	0	0	0
Logiciels et autres	87	12	0	0	99
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>87</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>99</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Constructions et agencements	3 052	112	639	0	2 525
Installations techniques	27	4	0	0	31
Autres	2 919	487	0	0	3 406
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>5 998</b>	<b>603</b>	<b>639</b>	<b>0</b>	<b>5 962</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations	94 840	54 125	32 102	0	116 863
Autres	10	0	0	0	10
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>94 850</b>	<b>54 125</b>	<b>32 102</b>	<b>0</b>	<b>116 873</b>
<b>Total général amort. et provisions</b>	<b>100 935</b>	<b>54 740</b>	<b>32 741</b>	<b>0</b>	<b>122 934</b>

## Actif immobilisé net

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur nette au 31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Fusions et Apports	Valeur nette au 31/12/2010
<b>Total actif immobilisé net</b>	<b>138 128</b>	<b>12 626</b>	<b>10 494</b>	<b>0</b>	<b>140 260</b>

Les variations des participations brutes et de leur dépréciation appellent les commentaires suivants :

- Acquisition pour 61,5 millions d'euros de 50% complémentaires du capital de la société Car&Boat Média Holding SAS,
- Augmentation de capital en numéraire de 5,5 millions d'euros de la Société Regicom,
- Prise de participation à hauteur de 60% dans la création de la société Média Courtage pour 120 milliers d'euros,
- Cession de la participation à hauteur de 50% dans la société Editions Aixoises Multimédia dont la valeur brute s'élevait à 1300 milliers d'euros,
- Cession de la participation à hauteur de 25% dans la société S3G Com dont la valeur brute s'élevait à 37,7 millions d'euros et reprise de la provision pour dépréciation passée en 2009 pour 32,1 millions,
- Cession de la participation à hauteur de 25% dans la société Inter Hebdo dont la valeur brute s'élevait à 450 milliers d'euros,
- Dépréciation des titres de la société Imprimeries Ips pour 17,3 millions d'euros,
- Dépréciation des titres de la société Regicom pour 36,7 millions d'euros,
- Dépréciation des titres de la société Cip pour 169 milliers d'euros.

### Informations relatives aux biens financés en crédit-bail

La société a financé son siège social sis à Aix-en-Provence en crédit-bail sur une durée de 12 ans.

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur initiale	Redevances versées au 31/12/2010	Redevances restant à verser
Terrain siège social	924		
Construction siège social	8 932		
<b>Biens financés en crédit bail</b>	<b>9 856</b>	<b>6 627</b>	<b>5 722</b>
<b>Echéancier</b>	dont à un an au plus		1 041
	dont de un à cinq ans		4 015
	dont à plus de cinq ans		666

Si ce bien avait été acquis en propre par la société et amorti en linéaire sur une durée de 30 ans, les dotations aux amortissements de l'année auraient été de 298 milliers d'euros et le montant cumulé des amortissements à la fin de l'exercice serait de 1 886 milliers d'euros.

### Note 2 – Autres informations sur les postes de l'actif

#### Echéances des créances

<i>En milliers d'euros</i>	montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
<b>Actif immobilisé</b>			
Autres immobilisations financières	60	0	60
<b>Actif circulant</b>			
Créances clients et comptes rattachés	4 220	4 220	0
Autres créances	129 021	116 759	12 262
<b>Total</b>	<b>133 301</b>	<b>120 979</b>	<b>12 322</b>
dont entreprises liées	120 032	120 032	0

Les autres créances à plus d'un an correspondent à :

- une créance d'impôt résultat du report en arrière des déficits pour un montant de 8 762 milliers d'euros
- une créance suite à la cession des titres S3G Com pour un montant de 3 500 milliers d'euros

**Valeurs mobilières de placement et disponibilités**

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
<b>Valeurs mobilières de placement</b>		
Actions propres (Plans de stock-options)	15 688	15 688
Actions propres (Régulation de cours)	139	195
Sicav monétaires	0	0
<b>Total</b>	<b>15 827</b>	<b>15 883</b>
<b>Disponibilités</b>		
Comptes courants débiteurs	26 552	188
<b>Total</b>	<b>26 552</b>	<b>188</b>

**Comptes de régularisation**

Ils sont essentiellement composés de charges constatées d'avance pour un montant de 182 milliers d'euros.

**Note 3 – Capitaux propres****Composition du capital social**

	Nombre de titres	Nominal
Actions composant le capital social au début de l'exercice	6 245 411	4 euros
Mouvements de l'exercice		
Actions composant le capital social à la clôture de l'exercice	6 245 411	4 euros

**Variation de la situation nette**

<i>En milliers d'euros</i>	Situation au 31/12/2009	Affectation résultat 2009	Autres mouvements	Situation au 31/12/2010
Capital	24 982			24 982
Prime d'émission	18 351			18 351
Prime de fusion	6 785			6 785
Réserves	135 512	(73 327)		62 185
Report à nouveau	0			0
Résultat	(73 327)	73 327	80 649	80 649
Provisions réglementées	787		324	1 111
<b>Capitaux propres</b>	<b>113 090</b>	<b>0</b>	<b>80 973</b>	<b>194 063</b>

## Note 4 – Etat des provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Montant au 31/12/2009	Apports des fusions	Augmentations	Diminutions (provisions utilisées)	Diminutions (provisions non utilisées)	Montant au 31/12/2010
Provisions pour litiges	8	0	10	0	8	10
Provisions pour retraites	0	0	0	0	0	0
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>10</b>
Provisions sur comptes clients	480	0	0	480	0	0
Provisions sur autres créances	0	0	64 928	0	0	64 928
Provisions sur actions propres	13 144	0	0	834	0	12 310
<b>Provisions pour dépréciations</b>	<b>13 624</b>	<b>0</b>	<b>64 928</b>	<b>1 314</b>	<b>0</b>	<b>77 238</b>

La société a déprécié son compte courant débiteur envers sa filiale Regicom pour un montant de 64 928 milliers d'euros.

## Note 5 – Etat des dettes

<i>En milliers d'euros</i>	montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Dettes Actionnaires	0		
Emprunts et dettes financières diverses	4 036	2 036	2 000
Fournisseurs et comptes rattachés	2 271	2 271	0
Dettes fiscales et sociales	151	151	0
Compte courant passif	38 077	38 077	0
Autres dettes	216	216	0
<b>Total</b>	<b>44 751</b>	<b>42 751</b>	<b>2 000</b>
dont entreprises liées	39 802	39 802	0

## Note 6 – Informations concernant les entreprises liées

<i>En milliers d'euros</i>	Montant net au bilan	Dont entreprises liées
<b>Bilan</b>		
<b>Actif immobilisé</b>		
Participations	137 900	137 900
Autres immobilisations financières	50	0
<b>Actif circulant</b>		
Clients et comptes rattachés	4 220	4 092
Autres créances	64 093	51 012
<b>Dettes</b>		
Dettes Actionnaires	0	0
Emprunts et dettes financières divers	4 036	0
Fournisseurs et comptes rattachés	2 271	1 895
Autres dettes	38 444	37 907
	Montant net au résultat	Dont entreprises liées
<b>Produits et charges financiers</b>		
Dividendes reçus	839	839
Autres produits financiers	4 932	4 821
Charges financières	123 627	122 572

## Note 7 – Engagements financiers et dettes garanties par des sûretés réelles

Les engagements et garanties donnés sont :

- cautions données pour garantir des prêts accordés à la SCI Les Oiseaux : 432 milliers d'euros,
- cautions données pour garantir les loyers de la société Imprimeries IPS dans le cadre des contrats de crédit-bail signés avec un établissement bancaire pour financer l'acquisition de 2 rotatives Mainstream Heidelberg : 908 milliers d'euros,
- caution donnée pour garantir les loyers de la société Imprimeries IPS dans le cadre du contrat de crédit-bail signé avec un établissement bancaire pour financer l'acquisition de 2 rotatives Blanchet Goss : 2 786 milliers d'euros,
- caution donnée pour garantir les loyers de la société Imprimeries IPS dans le cadre du contrat de crédit-bail signé avec un établissement bancaire pour financer l'acquisition d'une rotatives Goss Mainstream : 11 114 milliers d'euros,
- caution donnée le 20 octobre 2010 au nom des filiales, la société Régicom et la société Concept Multimédia pour le paiement de toutes les sommes qui pourraient être dues dans le cadre de contrats de location longue durée de véhicules automobiles dans la limite d'une somme maximum de 3.000.000 euros auprès de la Société ALD AUTOMOTIVE France. Ce cautionnement est délivré sur une durée expirant à l'échéance du dernier des contrats de location longue durée,
- caution donnée au nom de la société Adrexo d'un emprunt bancaire de 9 millions d'euros auprès de la Société Générale sur une période de 5 ans à des conditions prévoyant un taux d'intérêt variable EURIBOR 1 mois + 0,70 perçus mensuellement d'avance, amortissable en 5 annuités de capital de 1 800 000 euros auxquels s'ajoutent commissions et indemnité de résiliation anticipée. Cet emprunt a été souscrit pour le financement de l'acquisition de 2 128 actions du capital de la société Adrexo Sud-Ouest à la société S3G. Cette opération a été autorisée par le Conseil d'administration du 22 juillet 2008.

## Note 8 – Chiffres clés

Le chiffre d'affaires s'élève à 4 810 milliers d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Management fees	2 382	3 875
Autres	2 428	2 489
<b>Total</b>	<b>4 810</b>	<b>6 364</b>

La totalité du chiffre d'affaires est réalisée avec les sociétés du Groupe Spir Communication, hors les locations diverses, soit 79 milliers d'euros.

## Note 9 – Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
<b>Produits financiers</b>		
Produits de participation	839	14 078
Revenus des prêts	3 701	3 005
Reprises sur provisions et transfert de charges	1 160	236
Prod.nets sur cessions valeurs mobilières de placement	71	118
<b>Total produits financiers</b>	<b>5 771</b>	<b>17 437</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et provisions	(119 053)	(85 742)
Autres intérêts et charges assimilés	(4 574)	(4 012)
<b>Total charges financières</b>	<b>(123 627)</b>	<b>(89 754)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(117 856)</b>	<b>(72 317)</b>

L'évolution du résultat financier s'explique essentiellement par la diminution des dividendes reçus et par l'augmentation des provisions sur titres de participation.

Il est constitué principalement:

- de la distribution des dividendes de nos filiales pour un montant de 839 milliers d'euros,
- des intérêts versés par nos filiales pour les comptes courants avancés pour un montant de 3 701 milliers d'euros,
- d'une reprise de provision sur titres d'auto contrôle pour 834 milliers d'euros,
- d'une dotation pour dépréciation des titres et du compte courant de la filiale Regicom pour un montant de 101,6 millions d'euros,
- d'une dotation pour dépréciation des titres de la filiales Imprimeries Ips pour un montant de 17,3 millions d'euros,
- des intérêts versés à nos filiales et à nos actionnaires majoritaires pour les comptes courants avancés pour un montant de 3 514 milliers d'euros,
- d'intérêts bancaires pour un montant de 675 milliers d'euros.

## Note 10 – Résultat exceptionnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Produits sur opérations de gestion	0	0
Produits sur opérations en capital	210 918	14
Reprises sur provisions et transfert de charges	32 102	0
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>243 020</b>	<b>14</b>
Charges sur opérations de gestion	(17)	(1 355)
Charges sur opérations en capital	(40 195)	(77)
Dotations aux amortissements et provisions	(324)	(324)
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>(40 536)</b>	<b>(1 756)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>202 484</b>	<b>(1 742)</b>

Le résultat exceptionnel s'élève à 202,5 millions d'euros et résulte principalement :

- du produit net de cession de la participation à 50% dans la société Editions Aixoises Multimédia pour 203,2 millions d'euros, cette plus-value n'intègre pas de complément de prix,
- de la charge nette de cession de la participation à 25% dans la société S3G Com pour 32,8 millions d'euros partiellement compensée par une reprise de provision de 32,1 millions d'euros,
- de la charge nette de cession de la participation à 25% dans la société Inter Hebdos pour 0,3 million d'euros,
- du produit net de cession de biens immobiliers pour 1 million d'euros,
- de l'amortissement dérogatoire pratiqué sur les frais d'acquisition de titres pour un montant de 0,3 million d'euros.

## Note 11 – Fiscalité

La société Spir Communication a opté pour le régime fiscal de groupe, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Elle s'est en conséquence constituée seule redevable de l'impôt sur le résultat d'ensemble du groupe ainsi formé conformément à l'article 223A du Code Général des Impôts.

<i>En milliers d'euros</i>	Résultat avant impôt	Charge ou produit d'impôt	Résultat net après impôt
<b>Répartition</b>			
Résultat courant	(118 289)	(59)	(118 348)
Résultat exceptionnel	202 484	(3 487)	198 997
<b>Total</b>	<b>84 195</b>	<b>(3 546)</b>	<b>80 649</b>

## Note 12 – Rémunérations

Les rémunérations allouées aux organes de direction se sont élevées en 2010 à 840 milliers d'euros.

Le détail de la rémunération des mandataires sociaux est précisé dans le rapport de gestion.

## Note 13 – Evénements postérieurs à la clôture

Un contrôle URSSAF couvrant les années 2008 à 2010 est en cours. A ce stade aucun risque significatif n'est à mettre en évidence.

## Note 14 – Identité de la société mère

La société Spir Communication établit des comptes consolidés publiés concomitamment aux comptes sociaux. Ces comptes consolidés sont eux-mêmes intégrés globalement dans les comptes consolidés établis par Sofiouest.



## Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

En euros	2010		2009	2008	2007	2006
<b>Capital en fin d'exercice</b>						
-Capital social	24 981 644		24 981 644	24 981 644	24 981 644	24 981 644
-Nombre d'actions ordinaires existantes	6 245 411		6 245 411	6 245 411	6 245 411	6 245 411
-Nombre d'actions à dividende prioritaire						
-Nombre maximal d'actions futures à créer						
<sup>1</sup> - Par conversion d'obligations						
<sup>1</sup> - Par exercice de droits de souscription						
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>						
-Chiffres d'affaires hors taxes	4 810 358		6 363 576	105 252 443	124 987 690	126 664 192
-Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	170 772 067		11 547 420	50 895 878	25 944 397	49 489 670
-Impôts sur les bénéfices	3 546 330		(1 244 326)	2 920 093	4 107 690	7 021 335
-Dotations aux amortissements et provisions	86 577 080		86 119 140	9 991 102	5 549 485	4 454 313
-Participation des salariés due au titre de l'exercice						
-Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	80 648 657		(73 327 394)	37 984 683	16 287 222	38 014 022
-Résultat distribué	0	(1)	0	0	31 227 055	31 227 055
<b>Résultat par action</b>						
-Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	26.78		2.05	7.68	3.50	6.80
-Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	12.91		(11.74)	6.08	2.61	6.09
-Dividende attribué à chaque action	0.00	(1)	0.00	0.00	5.00	5.00
<b>Personnel</b>						
-Effectif moyen des salariés de l'exercice	1		2	2	3	3
-Montant de la masse salariale de l'exercice	840 174		1 715 876	1 276 608	1 779 854	1 343 074
-Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	362 627		737 201	686 351	762 099	680 160

(1) dividende net proposé à l'assemblée générale

## Liste des filiales et participations

<i>En euros</i>	Capital social	% du capital détenu	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice
	Capitaux propres hors capital	Valeurs d'inventaire des titres détenus (valeur nette)	Prêts et avances consentis	Résultat courant du dernier exercice	Dividendes encaissés durant l'exercice
Régicom SAS Aix-en-Provence	500 000 (64 278 939)	100.00% 0	1 500 000 64 928 677	86 647 109 (31 368 060)	(64 854 521) 0
Adrexo SAS Aix-en-Provence	836 000 41 799 001	100.00% 4 053 596	5 400 000 0	291 494 058 9 891 624	(443 645) 0
Imprimeries IPS SAS Châteaurenard	9 035 568 (451 713)	100.00% 0	14 808 000 0	84 593 154 100 249	(27 735 418) 0
Concept Multimédia SA Aix-en-Provence	1 074 000 (5 009 722)	97.91% 13 429 478	1 500 000 21 389 000	53 606 573 (1 961 469)	(10 084 481) 0
Les Oiseaux SCI Châteaurenard	100 301 233	90.00% 872 861	432 143 29 750	601 559 341 972	227 981 206 382
CIP SAS Aix-en-Provence	560 000 (3 116 880)	33.94% 0	0 11 889 000	25 418 485 (1 420 358)	(3 024 635) 0
Carboatmédia Holding SAS La Garenne Colombes	46 473 180 87 700 528	100.00% 111 894 382	0 0	0 24 063 070	24 166 135 632 500
Média Courtage SAS Brest	200 000 0	60.00% 120 000	0 0	0 (204 090)	(205 235) 0
20 minutes France SAS Paris	5 694 848 2 971 448	25.00% 7 529 319	0 0	52 208 805 3 073 661	2 830 436 0

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Spir Communication, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels précise les modalités d'évaluation et de comptabilisation relatives aux participations.

Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, à revoir les calculs effectués et à vérifier que cette note de l'annexe des comptes annuels donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Rennes et Nice, le 12 avril 2011,

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG SA  
Vincent Broyé  
Associé

ERNST & YOUNG AUDIT  
Anis Nassif  
Associé

## AUTRES RAPPORTS ET DOCUMENTS JURIDIQUES

### Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

##### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

## Convention de cautionnement avec Regicom et Concept Multimédia

**Personnes concernées :** Louis Echelard

**Nature et objet :**

Spir s'est porté caution le 20 octobre 2010 de ses filiales, la société Régicom et la société Concept Multimédia pour le paiement de toutes les sommes qui pourraient être dues dans le cadre de contrats de location longue durée de véhicules automobiles auprès de la Société ALD AUTOMOTIVE France.

**Modalités :**

Cette caution est accordée dans la limite d'une somme maximum de 3.000.000 euros et est délivrée sur une durée expirant à l'échéance du dernier des contrats de location longue durée.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

### Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### Convention avec la SCI Les Oiseaux :

**Nature et objet :**

Garantie de paiement des loyers de crédit bail dus à la société Natexis par la SAS Les Oiseaux.

**Modalités :**

L'engagement pour l'exercice 2010 s'élève à 432 142,70 euros.

#### Convention avec Cip SAS :

**Nature et objet :**

Spir Communication SA met à la disposition de Cip SAS les locaux qui constituent le siège social.

**Modalités :**

Au titre du bail du 22 février 2005 passé entre Cip SAS et Spir Communication SA pour l'occupation des locaux, il a été enregistré en 2010 un produit de 1 841 400,40 euros. Il est précisé que ce bail a été résilié au 01.01.2011.

#### Convention d'assistance administrative avec Cip SAS :

**Nature et objet :**

Par convention du 15 septembre 1988, Spir Communication a confié sa gestion administrative et informatique à Cip SAS.

**Modalités :**

Au titre de cette convention, Spir Communication a enregistré en 2010 une charge de 749 904,00 euros.

### **Convention de garantie au profit de Sofiouest**

**Nature et objet :**

Spir s'est portée garante, à hauteur de 25%, de l'acte de caution solidaire souscrit par la société Sofiouest au profit de la société GPA VIE représentée par Generali Immobilier Gestion pour le paiement des loyers dus par la société 20 Minutes France SAS pour les locaux qu'elle occupe 50-52 boulevard Haussmann, 75009 Paris.

**Modalités :**

Ce cautionnement consenti par Sofiouest est égal à un montant de 3 173 000 euros. Le montant de la garantie donnée par Spir à Sofiouest est donc égal à 793 250 euros. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration du 18 mai 2006.

### **Contrat de prestation avec Camille Thiery**

**Nature et objet :**

Contrat de prestation au titre de ses missions confiées par votre société dans le cadre de son mandat d'administrateur représentant votre société au conseil d'administration de sa filiale Concept Multimédia Switzerland.

**Modalités :**

Monsieur Camille Thiery a facturé la somme 1 500,00 euros. Cette opération a été autorisée par le Conseil d'administration du 7 décembre 2006.

### **Conventions avec la société Imprimerie IPS SAS**

**Nature et objet :**

Garantie de paiement des loyers de crédit bail dus par la société Imprimeries IPS à la société CIC.

**Modalités :**

L'engagement pour 2010 s'élève à 11 113 546,83 euros. Cette opération a été autorisée par le Conseil d'administration du 24 juillet 2007.

### **Convention avec la société Car&boat media SAS**

**Nature et objet :**

Spir facture des prestations de conseil dans le domaine de l'Internet à cette entité.

**Modalités :**

Par avenant du 19 décembre 2008, le montant a été porté à la somme de 875 000 euros. Cette opération a été autorisée par le Conseil d'administration du 19 décembre 2007.

### **Convention avec Adrexo SAS**

**Nature et objet :**

Votre société s'est portée caution de sa filiale, la société Adrexo S.A.S. d'un emprunt bancaire de 9 millions d'euros auprès de la Société Générale sur une période de 5 ans. Cet emprunt a été souscrit pour le financement de l'acquisition de 2.128 actions du capital de la société Adrexo Sud-Ouest à la société S3G.

**Modalités :**

Les conditions prévoient un taux d'intérêt variable EURIBOR 1 mois + 0,70 perçu mensuellement d'avance, amortissable en 5 annuités de capital de 1.800.000 euros auxquels s'ajoutent commissions et indemnité de résiliation anticipée. Cette opération a été autorisée par le Conseil d'administration du 22 juillet 2008.

**Convention avec Sofiouest et Prépart**

**Nature et objet :**

Une convention de prêt entre Spir Communication, Sofiouest et Prépart a été conclue le 16 octobre 2009 avec effet au 25 mai 2009.

**Modalités**

- Conditions du prêt par Sofiouest à Spir : Le montant du prêt de Sofiouest est égal à 13 500 000 euros sur une durée de 60 mois, avec un remboursement du capital en 10 règlements semestriels de 1 350 000 euros, outre un taux d'intérêts annuel fixé à 3,20%.  
Le solde restant dû de 12 150 000 euros a été intégralement remboursé le 1<sup>er</sup> décembre 2010.
- Conditions du prêt par Prépart à Spir : Le montant du prêt de Prépart est égal à 34 000 000 euros sur une durée de 60 mois, avec un remboursement du capital en 10 règlements semestriels de 3 400 000 euros, outre un taux d'intérêts annuel fixé à 3,20%.  
Le solde restant dû de 30 600 000 euros a été intégralement remboursé le 1<sup>er</sup> décembre 2010.  
Cette opération a été autorisée par le Conseil d'administration du 16 octobre 2009.

**Garantie consentie pour 20 Minutes SAS**

**Nature et objet :**

Lettres de confort signées les 24 février 2009 et 16 juin 2009 au profit de la société BNP Paribas, la première jusqu'au 30 juin 2009 et la seconde jusqu'au 31 mars 2010 concernant le concours apportée par BNP Paribas à la société 20 Minutes.

**Modalités**

La société Spir Communication s'engage notamment à faire en sorte que BNP Paribas n'encourt pas de pertes du fait du crédit consenti à la société 20 Minutes et subordonne le remboursement des comptes courants d'actionnaires à la société 20 Minutes France SAS passés ou futurs au remboursement préalable de tout encours qui serait dû.

Cette opération a été validée par le Conseil d'administration du 28 avril 2009 et le prolongement de sa durée par celui du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Rennes et Nice, le 12 avril 2011

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG SA  
Vincent Broyé  
Associé

ERNST & YOUNG AUDIT  
  
Anis Nassif  
Associé



# Rapport sur la gouvernance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par le groupe Spir Communication

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce, complété par la loi n°2003-706 de Sécurité Financière du 2 août 2003, le président du conseil d'administration rend compte dans ce rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

## **A ) LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :**

### **I. Taille du Conseil d'administration :**

a) Le conseil d'administration au 31 décembre 2010 est composé d'un président directeur général, Monsieur Louis Echelard, seul membre du conseil d'administration investi de fonctions de direction et de onze administrateurs, à savoir :

- Monsieur Gérard Bécue, administrateur,
- Monsieur Georges Coudray, administrateur,
- Monsieur Louis Echelard, administrateur,
- Monsieur François-Régis Hutin, administrateur,
- Monsieur François-Xavier Hutin, administrateur,
- Monsieur Patrice Hutin, administrateur,
- Monsieur Paul Museux, administrateur,
- Monsieur Camille Thiéry, administrateur,
- Monsieur Philippe Toulemonde, administrateur,
- Monsieur Henri Tracou, administrateur,
- Sofiouest SA, administrateur, représentée par Gilles Moutel.

Il est précisé que Monsieur Francis Cartoux a démissionné de ses fonctions d'administrateur par courrier du 15 juin 2010 ce qui a été acté dans le procès-verbal du conseil d'administration de Spir Communication du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Le nombre de représentants de l'actionnaire majoritaire au sein du conseil d'administration est de 8 sur 11, soit 72,73 % des membres :

- Monsieur François-Régis Hutin
- Monsieur François-Xavier Hutin
- Monsieur Paul Museux
- Monsieur Philippe Toulemonde
- Monsieur Louis Echelard,
- Monsieur Georges Coudray,
- Monsieur Patrice Hutin,
- Sofiouest SA, représentée par Gilles Moutel.

Le conseil comprend trois administrateurs indépendants, c'est-à-dire des personnes qui n'occupent aucun poste de direction générale dans le groupe ou chez l'actionnaire majoritaire, mais qui néanmoins ont une connaissance soit du secteur soit de la gestion de groupes de sociétés :

- Monsieur Camille Thiéry
- Monsieur Gérard Bécue
- Monsieur Henri Tracou

b) Choix des administrateurs :

Les administrateurs sont choisis pour leur appartenance au monde de la presse et à la vie des affaires et pour leur compétence dans les métiers du groupe.

c) Mode de rémunération :

Pour l'exercice 2010, l'assemblée générale mixte de Spir Communication du 19 mai 2010 a alloué la somme globale de 160.000 euros au titre de jetons de présence. Il sera donc versé la somme de 10 000 euros par administrateur à Messieurs François-Xavier Hutin, Philippe Toulemonde, Henri Tracou, François-Régis Hutin, Georges Coudray, Patrice Hutin et à la société Sofiouest, pour leur participation aux conseils d'administration, la somme de 5 000 euros à Monsieur Francis Cartoux et la somme de 20 000 euros pour les administrateurs également membres du comité d'audit et/ou du comité des rémunérations et nominations, à savoir Messieurs Gérard Bécue, Paul Museux, Louis Echelard et Camille Thiéry.

d) Règles et limites apportées au pouvoir des dirigeants :

Il n'y a aucune limite statutaire concernant le pouvoir des dirigeants.

Néanmoins en vertu des normes internes, toute décision stratégique, de même que tout investissement significatif (exemple : cession ou création de filiale, opérations de croissance externe, restructuration...) sont pris après concertation du comité d'investissement ou du conseil d'administration.

## **II. Actions et diligences des membres du Conseil d'administration :**

a) Nombre de conseil tenus dans l'année : 9, aux dates et heures suivantes :

- 25 février 2010 à 9h30
- 28 avril 2010 à 9h00
- 19 mai 2010 à 10h30
- 1<sup>er</sup> juillet 2010 à 9h00
- 27 juillet 2010 à 9h00
- 21 septembre 2010 à 17h00
- 20 octobre 2010 à 9h00
- 23 novembre 2010 à 15h00
- 16 décembre 2010 à 9h00

b) Etaient présents à ces conseils :

b1) Taux de présence par réunion du conseil :

- |                                       |                                  |
|---------------------------------------|----------------------------------|
| - 25 février 2010 à 9h30              | 75% (9 présents et 3 absents)    |
| - 28 avril 2010 à 9h00                | 66,67% (8 présents et 4 absents) |
| - 19 mai 2010 à 10h30                 | 91,67% (11 présents et 1 absent) |
| - 1 <sup>er</sup> juillet 2010 à 9h00 | 100% (11 présents)               |
| - 27 juillet 2010 à 9h00              | 90,91% (10 présents et 1 absent) |
| - 21 septembre 2010 à 17h00           | 63,64% (7 présents et 4 absents) |
| - 20 octobre 2010 à 9h00              | 72,73% (8 présents et 3 absents) |
| - 23 novembre 2010 à 15h00            | 81,82% (9 présents et 2 absents) |
| - 16 décembre 2010 à 9h00             | 90,91% (10 présents et 1 absent) |

## b2) Taux de présence par administrateur :

Gérard Bécue	77,78% (soit 7 présences et 2 absences)
Francis Cartoux	33,33% (soit 1 présence et 2 absences)
Georges Coudray	66,67% (soit 6 présences et 3 absences)
Louis Echelard	100% (soit 9 présences)
François-Régis Hutin	88,89% (soit 8 présences et 1 absence)
François-Xavier Hutin	55,55% (soit 5 présences et 4 absences)
Patrice Hutin	100% (soit 9 présences)
Paul Museux	66,67% (soit 6 présences et 3 absences)
Camille Thiéry	77,78% (soit 7 présences et 2 absences)
Philippe Toulemonde	100% (soit 9 présences)
Henri Tracou	77,78% (soit 7 présences et 2 absences)
Sofiouest (représentée par Gilles Moutel)	100% (soit 9 présences)

## c) Les axes de réflexion du conseil d'administration sont principalement les suivants :

- le suivi des résultats du groupe et de chaque métier ainsi que la validation et le suivi des budgets prévisionnels,
- les décisions stratégiques relatives au fonctionnement et au développement de chaque métier (acquisitions, partenariat avec des groupes extérieurs, création de filiale, détermination des plans de relance ou d'adaptation, des axes de développement..),
- les restructurations internes (apport partiel d'actif, cession de branche d'activité, réduction des coûts..),
- l'étude de la concurrence, de la presse en générale et réflexion sur le positionnement par rapport à internet,
- le choix des investissements et de leur financement,
- l'étude des garanties au profit des filiales (cautionnement pour location de véhicules, lettre de confort...),
- la politique à mener en matière de ressources humaines (ex: plans de stock, plans sociaux...),
- l'examen des conséquences des évolutions législatives ou réglementaires,
- la gestion des relations avec les sociétés du groupe (société mère groupe SIPA, sociétés filles) et les sociétés partenaires (ex: Schibsted)
- la communication institutionnelle et financière du groupe (communiqué de presse...).
- la contribution, la nomination, la cooptation et la démission des membres du conseil d'administration.

## d) Les méthodes de travail du conseil :

Chaque dossier est préparé en interne sous le contrôle du chef de projet concerné. Le dossier traité doit être communiqué aux autres administrateurs 15 jours avant la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle il sera discuté de sa pertinence. Après la discussion, un vote est effectué en conseil d'administration. La position adoptée est inscrite au compte rendu du conseil d'administration qui est transmis à tous les membres de ce conseil.

## e) Au sein du conseil d'administration, trois comités fonctionnent :

1. Un comité d'audit, composé de trois membres et présidé par Monsieur Museux, à savoir au cours de l'année 2010 :
  - Paul Museux
  - Gérard Bécue
  - Camille Thiéry

En outre sont invités au comité d'audit le Président Directeur Général et le Secrétaire Général (Monsieur Patrick Schuster).

Le comité d'audit a pour missions :

- le contrôle de la qualité des normes comptables adoptées par le groupe. Il s'assure de leur pertinence et de leur permanence et veille à leur évolution conformément aux nouvelles préconisations,
- le contrôle de tous les arrêtés (semestriels et annuels) des comptes sociaux et des comptes consolidés,
- le contrôle de l'établissement des budgets et des comptes prévisionnels,
- le contrôle de la bonne application des normes IFRS,
- le contrôle de la qualité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise,
- la bonne organisation de la mission des commissaires aux comptes (en donnant un avis sur le choix des cabinets, leur champ d'investigation, leurs honoraires...) et le contrôle de la transparence de la relation avec les commissaires aux comptes.

Ce comité s'est réuni trois fois en 2010 en présence de tous ses membres:

- le 17 février 2010 à 10h00, afin d'étudier la présentation des comptes 2009 et de préparer une démarche de recensement et d'évaluation des risques majeurs en vue d'établir une cartographie des risques ;
- le 30 juin 2010 à 18h30, pour faire un point d'avancement du projet gestion des risques ;
- le 21 juillet 2010 à 10h00, pour la présentation des comptes semestriels 2010.

2. Un comité d'investissement et d'acquisition présidé par Monsieur Echelard et composé de quatre membres au cours de l'année 2010 :

- Paul Museux
- Gérard Bécue
- Camille Thiéry
- Louis Echelard

En outre sont invités aux réunions Monsieur Patrick Schuster (Secrétaire Général du groupe Spir Communication) et le Directeur Général qui présente son dossier.

Il détermine les orientations de la société en matière d'investissement.

Il a la charge d'encadrer les travaux de recherche et d'études, de conseiller le conseil d'administration sur la pertinence (ou non) d'un investissement et de veiller à la bonne coordination des actions de mise en œuvre du projet validé.

Son périmètre d'intervention comprend tout investissement financier (participation de société, fonds de commerce) qui doit obligatoirement être présenté au comité pour validation quel que soit son montant et tout investissement matériel qui doit obligatoirement être présenté au comité pour validation s'il a une valeur globale supérieure à 300 000 euros, ainsi que tout projet ou accord commercial ayant un impact significatif sur le compte d'exploitation du groupe, y compris ceux ne nécessitant pas des investissements matériels ou financiers.

Le comité d'investissement et d'acquisition s'est réuni 1 fois en 2010 à la date suivante :

- Le lundi 30 juin 2010 à 17h00 : pour discuter du projet Courtafi et du dossier S3G com.

3. Un comité des nominations et des rémunérations, présidé par Monsieur Bécue et composé de 4 membres au cours de l'année 2010 :

- Paul Museux
- Gérard Bécue
- Camille Thiéry
- Louis Echelard

Il a pour mission d'étudier et d'évaluer les rémunérations des mandataires sociaux et des cadres dirigeants du Groupe y compris les avantages en matière de retraite et les avantages de toute nature et doit effectuer un rapport qu'il présente au conseil d'administration.

Les critères retenus pour les rémunérations sont d'une part la partie fixe (ancienneté, poste occupé et évolution des responsabilités en fonction de la croissance de la filiale...) et d'autre part la partie variable (critères de performance de la filiale dirigée...)

Ainsi, pour le Président Directeur Général, à titre exceptionnel, tant que les résultats du Groupe ne sont pas redressés, il n'y a aucun variable.

Pour les Directeurs Généraux des Filiales, les critères actuellement retenus sont :

- Pour 50%, atteinte de l'objectif de chiffre d'affaires et du résultat opérationnel de la « business unit » gérée en fonction du budget déterminé avec la Direction Générale du groupe,
- Pour 50%, atteinte de l'objectif de résultat opérationnel consolidé du Groupe en fonction du budget déterminé avec la Direction Générale du groupe.

Le comité intervient également dans la préparation de la composition future des instances dirigeantes (plan de succession des mandataires sociaux, sélection des nouveaux administrateurs...).

Le comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 15 janvier 2010 à 10h30 en présence de tous ses membres pour finaliser les éléments de rémunération de 2009 et de 2010 du comité de direction Spir.

Les membres du conseil d'administration ont une obligation de discrétion et de confidentialité sur toutes les informations transmises.

### **III. Participation des actionnaires à l'assemblée générale**

Les actionnaires participent au vote des délibérations soumises aux assemblées générales en fonction de la quotité du capital détenu par chacun et des dispositions statutaires.

L'article 30 des statuts de Spir Communication SA prévoit que « chaque action donne droit en principe à une voix. Cependant, auront un droit de vote double les actions libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire. »

Le même article précise ensuite qu' « au cas où des actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. A cet effet, le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur, les actions qu'il détient en gage, sous la forme et dans les délais indiqués dans la convocation.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, ou acquises ou prises en gage il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum. »

### **B) PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LE GROUPE**

#### **Objectifs du contrôle interne**

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe ont pour objet :

- d'une part de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre des orientations données par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et sont conformes aux valeurs, normes et règles internes de l'entreprise,
- d'autre part de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant des activités du groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers.

Sur proposition du comité d'audit, le conseil d'administration a validé une cartographie des risques pour le Groupe. Des feuilles de route ont été formalisées pour traiter les risques sélectionnés. Les actions prévues dans les feuilles de route ont fait l'objet d'un suivi régulier au cours de l'exercice 2010.

## **I. Présentation de l'organisation générale des procédures de contrôle interne :**

### a) Identification des risques

#### Les risques du marché :

Le groupe Spir Communication évolue dans le marché de la communication de proximité, un marché très concurrentiel puisque les annonceurs peuvent opter pour plusieurs supports lorsqu'ils veulent communiquer :

- la radio
- la télévision
- l'affichage
- la presse
- le marketing direct
- internet.

Le groupe a une offre, par l'intermédiaire de ses filiales spécialisées, qui couvre les trois derniers modes de communication précités. Ceci lui permet de supporter mieux que d'autres les évolutions des modes de communication notamment du « print » vers le « web » ou vers des opérations de marketing direct.

S'agissant essentiellement de produits de grande consommation et dans un environnement économique difficile conduisant à une exacerbation de la concurrence entre les annonceurs, le marché de la communication ne présente pas de risque lié à une éventuelle concentration ou à une disparition de son fondement. Il est par contre sensible à l'évolution de la consommation des ménages et à l'impact qu'elle a sur les budgets publicitaires de nos clients annonceurs.

Le nombre de clients étant très important, il n'y a pas de risque majeur lié à la solvabilité de l'un d'entre eux ; en effet aucun client ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires consolidé.

#### Les risques juridiques :

Etant un support de diffusion de publicités produites en interne ou délivrées par des tiers, le groupe est susceptible d'être confronté à des revendications diverses au titre de la violation des dispositions propres aux droits de la propriété intellectuelle ou aux droits de la personnalité.

Par ailleurs, la responsabilité éditoriale du groupe est susceptible d'être engagée par la diffusion dans les journaux et sur les sites internet du groupe, d'annonces et/ou de publicités ne respectant pas les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin de prévenir ces risques, les forces de ventes concernées suivent des formations juridiques internes dispensées lors de stages de formation, disposent d'une base de données juridiques accessible sur le site intranet du groupe et de l'assistance opérationnelle de la direction juridique.

#### Les risques d'évolution de la législation sur le travail :

Notre filiale de distribution de documents en boîte aux lettres fait appel à une main d'œuvre très nombreuse, travaillant souvent à temps partiel et ayant une rémunération égale ou légèrement supérieure au smic. Elle pourrait donc être impactée négativement par des évolutions du droit du travail qui renchériraient les coûts et/ou modifieraient les conditions d'emploi de cette typologie de personnel.

Cette même filiale applique une convention collective de branche qui s'appuie sur la notion de « pré-quantification » du temps de travail. Il y a lieu de noter que toute évolution législative ou réglementaire sur cette spécificité du droit du travail pourrait avoir des conséquences sur la rentabilité de la branche d'activité et par conséquent sur cette filiale.

#### Les risques sociaux :

Notre Direction des ressources humaines fait du dialogue social une priorité cependant des revendications pour des causes internes ou externes à l'entreprise pourraient conduire à des blocages de nos centres de distribution ou de nos sites industriels avec des conséquences négatives sur l'ensemble de nos activités.

Des mouvements sociaux paralysant la libre circulation de nos transporteurs pourraient également affecter l'approvisionnement de nos imprimeries ou le transport de nos journaux ou des prospectus de nos clients vers nos centres de distribution.

Les risques liés à une forte augmentation du prix du papier ou d'autres facteurs de production :

Le poste papier représente 6,3% de nos charges d'exploitation en 2010. Une augmentation importante du prix du papier aurait des conséquences négatives sur notre marge. Du fait de l'importance de nos achats, notre capacité d'obtenir les meilleurs prix est certaine et nous les fixons en euros par période de un an ou six mois selon les catégories de papier, mais les cours sont mondiaux et définis en dollars.

Dans de moindres proportions, soit directement en achat de carburant pour les véhicules de nos forces de ventes, soit indirectement pour le transport de nos journaux et le remboursement des frais de déplacement de nos distributeurs, une forte hausse du prix des produits pétroliers ne serait pas sans conséquences sur notre résultat malgré nos efforts pour limiter nos besoins et répercuter la croissance des coûts dans nos tarifs.

Les risques liés à des dommages subis par nos systèmes informatiques ou nos imprimeries :

Une grande partie de nos activités est dépendante du bon fonctionnement de nos systèmes d'information, de production ou de diffusion. Leur fonctionnement efficace pourrait être affecté par un certain nombre de causes accidentelles, climatiques, par des actes de malveillance, par des coupures durables d'électricité ou des défaillances des réseaux de communication. Néanmoins, les conséquences liées à ces risques sont limitées par la multiplicité de nos sites d'impression et par des mesures de sécurité informatique.

Le Groupe dispose par ailleurs de contrats d'assurance pertes d'exploitation.

Risque de taux d'intérêt :

L'exposition du groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du groupe, à taux variable.

La politique du groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable. Plus de 60% de sa dette est à taux fixe. Dans cet objectif, le groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles déterminés, la différence entre le montant des intérêts à taux fixe et le montant des intérêts à taux variable calculés sur un montant nominal d'emprunt convenu entre les parties. Ces swaps sont affectés à la couverture des emprunts. Au 31 décembre 2010, après prise en compte des swaps de taux d'intérêt, 73% de la dette du groupe est à taux d'intérêt fixe.

Risque de crédit :

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la surface financière paraît compatible avec l'encours qu'ils ont chez nous. La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients importants qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables est peu importante. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable, telle que présentée dans la Note 8. Le groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit.

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et certains instruments dérivés, l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

Risque de liquidité :

Le groupe gère le risque de liquidités en utilisant un outil de gestion des liquidités courantes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

L'objectif du groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires, de contrats de location financement et d'achats à crédit. La politique du groupe est de ne pas avoir plus de 30% des emprunts qui arrivent à échéance dans les 12 mois.

## b) Les réponses organisationnelles de l'entreprise

Confronté quotidiennement aux évolutions de son environnement, le groupe a mis en place une organisation permettant une identification des risques permanente afin de répondre de manière optimale aux conséquences éventuelles.

Cette organisation s'appuie :

- sur une très forte implication des cadres managers du groupe à travers une charte interne qui repose sur les valeurs de Solidarité, de Professionnalisme, d'Implication et de Responsabilité (S.P.I.R),

- une direction de chaque métier très simple avec deux à trois niveaux hiérarchiques entre le Directeur Général et les responsables de centres de profit qu'il gère. Cette proximité est un facteur de communication très fort permettant aux directions d'agir immédiatement,
  - une organisation administrative proche des métiers permettant un traitement de l'information immédiat à destination des directions.
  - un contrôle central permettant d'unifier les méthodologies et normes entre les différentes filiales du groupe.
- Les risques afférents à chaque filiale sont analysés et instruits lors des comités de direction et comité exécutif qui ont lieu mensuellement.

Les risques globaux (environnement, social, économique, juridique...) sont traités de manière centralisée à deux niveaux :

- au sein des comités de direction groupe qui regroupent l'ensemble des Directeurs Généraux sous la présidence du Président et du Directeur Général du groupe,
- au sein des conseils d'administration lorsque les impacts sont majeurs.

### c) Les acteurs du contrôle interne

Différents acteurs exercent une activité de contrôle interne au sein du groupe :

#### i. Les comités de direction :

Chaque activité a son propre comité de direction qui se réunit mensuellement pour analyser les résultats de son activité et mettre en place les plans d'actions nécessaires au bon fonctionnement de l'activité.

Lors de chaque comité de direction, un point est fait sur :

- les résultats économiques,
- la mise en place de plans d'actions pour corriger les écarts constatés,
- les ressources humaines,
- l'évolution des décisions stratégiques prises par le comité de direction Groupe.

Un comité de direction groupe réunit chaque mois les Directeurs Généraux de chaque activité sous la Présidence du Président Directeur Général du groupe.

Ces comités de direction échangent sur les stratégies de chaque métier afin de fédérer les activités. Ils analysent les reportings qualité lorsque les activités travaillent ensemble (distribution d'imprimés et imprimeries, presse gratuite d'annonces et thématiques immobiliers).

#### ii. Les comités du conseil d'administration :

Toutes les décisions relevant de son Président qui ont une conséquence humaine, financière ou juridique importante sont mises à l'ordre du jour pour une décision des administrateurs.

Un point sur les résultats trimestriels et sur les résultats estimés annuels est réalisé lors de chaque conseil d'administration.

Sur proposition de son Président, le conseil d'administration a constitué 3 comités :

- le comité d'audit
- le comité d'investissement et d'acquisition
- le comité des nominations et des rémunérations

Ces comités se réunissent lorsque cela est nécessaire.

#### iii. Le contrôle financier international :

Les filiales étrangères qui représentent à fin 2010, 2,3 % du chiffre d'affaires du groupe disposent d'une structure administrative locale dépendante du responsable du pays. Le contrôle et l'assistance administrative du siège sont assurés par un contrôleur financier international dont le but est :

- d'assurer et d'adapter la mise en place des procédures de contrôle interne du groupe,
- piloter les reportings mensuels selon les mêmes plannings que pour la France (J+5),
- piloter l'installation du « core system » du groupe,
- assurer le lien entre la Direction Financière du groupe et l'entité.

#### iv. Le service audit interne

Le Groupe a décidé de déléguer l'audit interne à la société Sofiouest. Sa mission reste de conduire en permanence des missions d'audit définies selon un plan d'audit annuel validé par le comité d'audit. Ces missions ont pour but de vérifier que les procédures internes sont correctement mises en œuvre et qu'elles répondent toujours aux objectifs qui avaient présidés à leur établissement.



Il suggère également de nouvelles procédures lorsque des failles de sécurité sont détectées. Les rapports qu'il produit sont transmis au président et au secrétaire général du groupe ainsi qu'aux directions générales des filiales concernées et au comité d'audit.

## **II. Organisation de l'information financière**

### a) Le système d'information

Afin de répondre aux objectifs du contrôle interne, le groupe a mis en place une organisation très centralisée puisque toutes les comptabilités des sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale ainsi que leurs systèmes d'information comptables et financiers sont regroupés au siège social à Aix-en-Provence et sont contrôlés par la Direction financière du groupe.

Les achats des filiales françaises du groupe sont également traités par un service central à l'exception des achats de papier, d'encre et de plaques traité directement par notre filiale d'imprimerie.

Concernant les filiales internationales, tous les pays ont été équipés d'un système d'information baptisé «core system» s'appuyant sur SAP et adapté à chaque réglementation locale.

Cette organisation permet un reporting comptable et financier très important :

- un reporting hebdomadaire des principaux indicateurs pour chacun des 800 centres de profit : chiffre d'affaires, marge brute, résultat opérationnel,
- un reporting mensuel s'appuyant sur les données réelles : facturations, frais de personnel, coûts de fabrication. Chaque centre de profit a son compte de résultat qui est contrôlé avec un budget. Ce compte de résultat permet de déterminer l'un des éléments de la rémunération du responsable du centre de profit.
- la consolidation mensuelle des activités permet un pilotage grâce aux éléments budgétaires consolidés.
- les publications légales : chiffre d'affaires trimestriel, résultats semestriel et annuel.

Ces reportings sont produits par les Directions financières opérationnelles de chaque filiale selon des normes définies par la Direction financière du groupe et sous son contrôle. Cette dernière contrôle et consolide mensuellement les reportings

### b) Les procédures

Cette organisation permet une mise en place et un contrôle aisés des procédures existantes qui organisent les flux au sein du groupe.

De très nombreuses procédures existent dans les domaines suivants :

- Les achats : De l'engagement des dépenses au paiement des fournisseurs, chaque étape est encadrée par une procédure interne qui définit l'objet, le montant, l'autorisation et la validation d'une acquisition. Les dépenses importantes sont soumises au comité d'investissement.
- Trésorerie : Deux personnes, membres du comité de Direction Spir, ont tous pouvoirs sur les comptes bancaires du groupe. Cinq autres personnes (Directeurs Généraux membres du comité de Direction Spir) bénéficient d'un pouvoir limité à la somme de 100 Keuros.
- Le chiffre d'affaires : Toute prestation vendue fait l'objet de procédures visant à s'assurer de l'exhaustivité et de la réalité de l'opération ainsi que de la conformité légale des documents traités (petites annonces, publicités..).
- Personnel : Toute entrée d'un collaborateur fait l'objet d'une procédure très stricte notamment chez Adrexo qui gère une population de plus de 23.000 distributeurs. Chaque contrat de travail et tous les éléments de rémunération sont validés par un membre du comité de direction Spir.

En sus des diligences des Commissaires aux Comptes, la bonne application des procédures internes et leur adéquation avec l'évolution des besoins sont régulièrement auditées par un service dédié de la Direction financière du groupe.

c) Sécurité informatique

Ayant un système informatique de type centralisé, le groupe s'est organisé pour minimiser les risques qui en découlent :

- les infrastructures de notre filiale d'imprimerie sont réparties sur de nombreux sites,
- le web est hébergé chez un prestataire qui dispose de ses propres dispositifs de secours,
- le SI central est réparti dans deux ailes éloignées du siège aixois, à Levallois et à Chateaurenard,
- les sauvegardes quotidiennes sont stockées chez un prestataire externe,
- les liaisons spécialisées critiques sont doublées,
- des sécurités d'accès physiques aux salles informatiques et logiques aux programmes et données sont en place,
- les progiciels utilisés sont le plus souvent des références dans leur domaine.

d) Processus de consolidation

Les travaux de consolidation du groupe sont centralisés au siège social à Aix-en-Provence.

Après avoir été audités par les commissaires aux comptes (Kpmg et Ernst and Young sont co-commissaires aux comptes sur les principales filiales), les états financiers produits par les Directions financières opérationnelles de chaque filiale sont intégrés par la Direction financière groupe

Ces travaux, ainsi que les normes et procédures comptables, sont ensuite présentés au comité d'audit qui les examine avant de les présenter au conseil d'administration.

Investir sur les moyens permettant une fiabilité des flux de circulation de l'information, qu'elle soit financière ou non, permettant la sécurité des hommes et des femmes qui représentent les atouts de nos sociétés est le leitmotiv des instances dirigeantes (conseil d'administration, Direction Générale et comités de direction) du groupe.

En nous appuyant sur les recommandations de l'AMF (Cadre de référence du Contrôle Interne pour les valeurs moyennes), nous continuerons à mettre en place chaque fois que cela sera nécessaire, des points de contrôle clés qui contribuent à la maîtrise des risques et donc à notre développement serein.

Le 30 mars 2011,

Louis Echelard  
Président Directeur Général

# Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Spir Communication et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

## **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante,
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante,
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

**Autres informations**

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Rennes et Nice, le 12 avril 2011

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG SA  
Vincent Broyé  
Associé

ERNST & YOUNG AUDIT  
  
Anis Nassif  
Associé

# Texte des résolutions proposées à l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2011

## Ordre du jour :

### I) Points relevant d'une assemblée générale ordinaire :

- Lecture du rapport de gestion établi par le conseil d'administration,
- Lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approbation des charges non déductibles et quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Approbation des comptes consolidés du groupe Spir Communication de l'exercice clos le 31 décembre 2010,
- Lecture du rapport du président sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et lecture du rapport des commissaires aux comptes sur le dit rapport,
- Lecture du rapport spécial sur les stock-options,
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du code de commerce et approbation desdites conventions,
- Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Louis Echelard,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Philippe Toulemonde,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Camille Thiéry,
- Nomination d'un co-commissaire aux comptes titulaire,
- Renouvellement du mandat de co-commissaire aux comptes suppléant,
- Jetons de présence,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

### II) Points relevant d'une assemblée générale extraordinaire :

- Autorisations données au conseil d'administration d'acquérir ses propres actions :
  - Rapport sur l'utilisation de l'autorisation donnée par l'AGM du 19 mai 2010 d'acquérir ses propres actions,
  - Rapport en vue d'obtenir l'autorisation de l'AGM du 19 mai 2011 d'acquérir ses propres actions,
- Autorisation donnée au conseil d'administration d'attribuer des plans d'option d'achat d'actions et/ou des plans de souscription d'actions et/ou des plans d'attribution d'actions gratuites,
  - Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes,
  - Autorisation donnée au conseil d'administration.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

**I. PARTIE ORDINAIRE****PREMIERE RESOLUTION**

Après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, ainsi que les explications complémentaires apportées, les observations échangées en cours de séance et après avoir pris connaissance du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, l'assemblée générale approuve les comptes annuels dans leur intégralité et en toutes leurs parties (bilan, compte de résultat et annexes) ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et visées dans ces rapports.

Elle constate et approuve que la société n'ait procédé à aucune dépense ou charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 39-4 du CGI.

Elle constate que les comptes annuels présentent un bénéfice net comptable de quatre vingt millions six cent quarante huit mille six cent cinquante sept euros et quarante six cents (80.648.657,46)euros.

Elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 quitus de leur gestion à tous les administrateurs et décharge de l'accomplissement de leur mission aux commissaires aux comptes.

**DEUXIEME RESOLUTION**

Après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice net comptable de quatre vingt millions six cent quarante huit mille six cent cinquante sept euros et quarante six cents (80.648.657,46) euros, après discussion et échange de vues, décide des affectations suivantes :

Bénéfice de l'année : 80.648.657,46 euros

En intégralité au compte réserves diverses  
qui passe d'un montant de 59 687 600,81 euros  
à un montant de 140.336.258,27 euros

Total égal au bénéfice de l'exercice 80.648.657,46 euros

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010 (proposition)</b>
Nombre d'actions rémunérées	6 245 411	6 245 411	6 245 411	6 245 411
Distribution totale	31 227 055,00 €	0	0	0
Dividende par action	5,00 €	0	0	0
Avoir fiscal	N/A	N/A	N/A	N/A
Dividende éligible à l'abattement	5,00 €	0	0	0
Dividende non éligible à l'abattement	0	0	0	0

### **TROISIEME RESOLUTION**

Après avoir entendu lecture du rapport des commissaires aux comptes, ainsi que les explications complémentaires, l'assemblée générale approuve les comptes consolidés de l'exercice 2010, laissant apparaître un chiffre d'affaires de 539,2 millions d'euros, un profit net de l'ensemble consolidé de 119,674 millions d'euros et un bénéfice net part du groupe de 119,674 millions d'euros .

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve chacune des dites conventions.

### **CINQUIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de ratifier la nomination de Madame Arielle Dinard en qualité d'administrateur faite à titre provisoire par le conseil d'administration en date du 22 février 2011, en remplacement de Monsieur Francis Cartoux, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'assemblée à tenir en 2015 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

### **SIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de réélire, pour une durée de six exercices venant à expiration lors de l'assemblée générale à tenir en 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, Monsieur Louis ECHELARD, administrateur sortant.

### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de réélire, pour une durée de six exercices venant à expiration lors de l'assemblée générale à tenir en 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, Monsieur Philippe TOULEMONDE, administrateur sortant.

### **HUITIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de réélire, pour une durée de six exercices venant à expiration lors de l'assemblée générale à tenir en 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, Monsieur Camille THIERY, administrateur sortant.

### **NEUVIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de nommer en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices venant à expiration lors de l'assemblée générale à tenir en 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société Ernst & Young et Autres, SAS à capital variable dont le siège social est 41 rue Ibry à Neuilly sur Seine (92200), immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro B 438 476 913, commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Versailles.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de réélire en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2016, la société Auditex, sis 11, allée de l'Arche, 92400 Courbevoie, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 377 652 938, commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Versailles.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide que le montant des jetons de présence pour l'année 2011 s'élèvera à la somme de 160 000 euros.

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs aux porteurs de copies ou extraits du présent procès verbal pour réaliser tous dépôts et publications éventuellement nécessaires.

### **II. PARTIE EXTRAORDINAIRE**

#### **TREIZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration sur l'utilisation de l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 19 mai 2010 d'acquérir ses propres actions, constate que les objectifs fixés ont été respectés et valide les dites acquisitions.

#### **QUATORZIEME RESOLUTION**

Après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur le nouveau programme de rachat d'actions, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à acheter des actions de la société dans la limite de 8% du nombre d'actions composant le capital social au jour de la présente assemblée, soit 499 632 actions.

L'assemblée décide que les acquisitions d'actions pourront être effectuées, conformément aux indications du rapport du conseil, avec les finalités suivantes par ordre d'intérêt décroissant :

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Spir Communication par un Prestataire de Service d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF, avec un plafond de 4% du capital social,
- attribuer des actions aux salariés de la société et des filiales du groupe Spir Communication, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, pour le service des options d'achats ou de souscriptions d'actions ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés dans l'application des dispositions de l'article L.225-197-1 et suivants du code de commerce,
- financer des opérations de croissance externe, en respectant le plafond légal de 5% du capital social.

En outre, il serait précisé, que les achats ou cessions de ces actions pourraient être effectués par tous moyens, y compris par acquisition ou cession de bloc de titres ou l'utilisation d'instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat ne peut excéder 100 euros par action et le prix minimum de vente être inférieur à 15 euros par action (sauf éventuelles opérations sur le capital de la société).

La présente autorisation est donnée pour dix-huit mois.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.



## QUINZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes, autorise le conseil d'administration à consentir, au profit des dirigeants sociaux définis par la loi et des cadres supérieurs des sociétés du groupe des plans d'options d'achat d'actions et/ou des plans d'options de souscription d'actions et/ou des plans d'attribution d'actions gratuites, dans la limite d'un montant maximum de 4% du capital social.

Cette autorisation, dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente assemblée.

L'attribution d'options de souscription d'actions et/ou options d'achat d'actions ne bénéficiant pas à l'ensemble des salariés, il est rappelé qu'il existe à ce jour dans la société Spir Communication un accord de participation groupe dérogatoire répondant à l'exigence d'un dispositif d'association des salariés aux performances de l'entreprise.

L'assemblée générale prend acte de ce que les plans envisagés soumettront les éventuelles attributions d'actions aux dirigeants mandataires sociaux ou des cadres supérieurs à des conditions de performance sérieuses et exigeantes qui seront proposées par le Comité de Rémunération.

L'assemblée générale rappelle que les plans de stock-options proposés ne doivent pas représenter un pourcentage disproportionné de l'ensemble des rémunérations attribué à chaque dirigeant mandataire social et prend acte de la décision du conseil d'administration selon laquelle les plans envisagés ne doivent pas dépasser pour chaque mandataire 25% de la rémunération globale dudit dirigeant.

Les motifs présidant à la possibilité de mettre en œuvre chaque plan sont les suivants, la motivation et la fidélisation des collaborateurs en leur permettant de participer à la croissance du groupe.

S'agissant de l'octroi d'options, le prix d'achat ou de souscription des actions par les bénéficiaires sera fixé par le conseil d'administration au jour où les actions seront consenties et conformément aux recommandations publiées le 6 octobre 2008 par l'AFEP-MEDEF qui prévoient notamment la suppression de la décote et aux articles L.225-208 et L.225-209 du code de commerce.

Aucune option d'achat ou de souscription d'actions ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après le détachement d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital, ni dans un délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels, sont rendus publics, ni dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.

Les options devront être levées au plus tôt dans un délai de 4 ans et au plus tard dans un délai de 8 ans à compter du jour où elles sont consenties, étant entendu que les bénéficiaires devront toujours être en fonction et n'être pas démissionnaires au jour de la levée d'options.

Le conseil d'administration fixera les périodes au cours desquelles les options pourront être levées. Il pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions acquises, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option.

L'assemblée générale prend acte de ce que la présente autorisation comporte au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au conseil d'administration pour fixer dans les limites légales et réglementaires, toutes les autres conditions et modalités de l'attribution des options d'achat et de leur levée, et notamment pour arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires suivant ce qu'il jugera le plus approprié pour assurer la motivation et la fidélisation des bénéficiaires auxquels s'adressent ces options tout en se conformant à toutes les dispositions en vigueur et notamment aux recommandations du 6 octobre 2008 publiées par l'AFEP et le MEDEF.

L'augmentation de capital résultant des levées d'options de souscriptions d'actions sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option accompagnée du paiement correspondant en numéraire ou par compensation avec des créances sur la société ;  
Lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration constatera, s'il y a lieu, le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice, apportera les modifications nécessaires aux statuts et effectuera les formalités de publicité.

#### **SEIZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs aux porteurs de copies ou extraits du présent procès-verbal pour en faire tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

# Liste des mandats des mandataires sociaux Spir Communication

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance « la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires durant l'exercice ».

■ **Monsieur Louis Echelard exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Directeur Général de la société civile SIPA,
- Vice-Président, Directeur Général délégué de la SA Ouest-France,
- Président-Directeur Général et administrateur de Spir Communication SA,
- Représentant permanent de Spir Communication à la Présidence des Imprimeries IPS SAS,
- Représentant permanent de la SA Spir Communication au Conseil d'Administration de 20 Minutes France SAS,
- Représentant permanent de la SA Spir Communication à la Présidence de Régicom SAS,
- Représentant permanent de la Spir Communication à la Présidence de Car&Boat Media SAS,
- Président de Carboatmedia Holding SAS,
- Membre du Conseil de Surveillance de la SA Edilarge,
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil de surveillance de la SAS Publihebdomas,
- Représentant de la SA Ouest-France au Conseil de Surveillance de la SA Com Quotidiens,
- Administrateur de la SA Société d'Editions de la Résistance de la Presse de l'Ouest (SERPO),
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil d'Administration de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Directeur Général délégué de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil d'Administration de la Société Cherbourgeoise d'Editions,
- Membre du Conseil de Surveillance de la SAS Ouest-France Multimédia,
- Membre du Conseil de Surveillance de la SAS Société des Editions de Normandie Ouest.

A noter afin d'être le plus complet et le plus transparent, il est précisé que en outre que Monsieur Echelard était le :

- Représentant permanent de Régicom SAS à la Présidence de Régie Publicitaire Nationale SAS jusqu'au 30.04.2010,
- Président de Car&Boat Media SAS jusqu'au 30 novembre 2010,
- Monsieur Louis Echelard était également jusqu'au 30 novembre 2010, le représentant de Spir Communication SA à la Présidence de Editions Aixois Multimédia SAS.

■ **Monsieur Gérard Becue exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de Spir Communication SA,
- Administrateur de Sofiouest SA,
- Administrateur A.C.O. 24 H du Mans.

■ **Monsieur Georges Coudray exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de SPIR Communication,
- Vice Président et administrateur de la Sofiouest SA,
- Administrateur de SIPA société civile,
- Administrateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste,
- Administrateur de l'Association pour le Maintien de l'Indépendance d'Ouest France,
- Administrateur de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel,
- Vice-Président Délégué de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel,
- Administrateur de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel,
- Vice-Président de Soderec S.A,
- Administrateur de la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranéen,
- Président du Centre International du Crédit Mutuel,
- Président de Cardinet Participations SAS,
- Administrateur et Président Honoraire de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne,
- Membre de la Commission de Contrôle du Crédit Mutuel de Bretagne Ille et Vilaine,
- Président Honoraire du Crédit Mutuel Arkéa,
- Représentant permanent de CEOI-BIE au Conseil d'Administration de la BPE,
- Représentant permanent du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil d'Administration CEOI-BIE,
- Administrateur de Suravenir Assurances,
- Administrateur de la Caisse de Crédit Mutuel de Paramé.

■ **Monsieur François-Régis Hutin exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de Spir Communication SA,
- Président-Directeur Général et administrateur de Ouest-France SA,
- Président et administrateur de SOFIOUEST SA,
- Représentant de Ouest-France SA au Conseil de Surveillance de CFPP SA,
- Membre du conseil de surveillance de Publihebdos SAS,
- Membre du conseil de surveillance de Ouest-France Multimédia SAS,
- Membre du conseil de surveillance de la Société des Editions de Normandie (SEN OUEST) SAS,
- Membre du Conseil de Surveillance de Edilarge SA,
- Administrateur de la Société Des Publications Du Courrier De L'ouest,
- Cogérant de Precom SARL,
- Cogérant de Prepart SCS,
- Cogérant de la société civile SIPA,
- Cogérant de la Société Civile SPGO (Société de Participation Grand-Ouest),
- Représentant de SIPA au Conseil d'Administration de la SA Le Maine Libre,
- Représentant de SIPA au Conseil d'Administration de la Société d'Edition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO),
- Censeur de la SA Société Cherbourgeoise d'Editions,
- Censeur de la SA Com Quotidiens.

■ **Monsieur François-Xavier Hutin exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de Spir Communication SA,
- Président du Conseil de Surveillance de Edilarge SA,
- Administrateur de Ouest-France SA,
- Administrateur de SOFIOUEST SA,
- Membre du Conseil de Surveillance de Infomer SA,
- Gérant de la SCI de la Bellangerais,
- Gérant de la SCI Le Plessis,
- Administrateur de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Administrateur de la SA Le Maine Libre,
- Administrateur de la Société d'Edition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO).

■ **Monsieur Patrice Hutin exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de Spir SA,
- Administrateur de Sofiouest SA,
- Président de Exponentiel SAS,
- Président de la holding Alice,
- Président de la holding Maurice.

■ **Monsieur Paul Museux exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de SA Spir Communication,
- Administrateur de Sofiouest SA,
- Gérant de SARL SGIF,
- Gérant de SCI Socimmo,
- Gérant de SCI 5 rue d'Alger,
- Cogérant de SCS Prepart,
- Cogérant de la SCI de Parc Logoner,
- Membre du Conseil de Surveillance de SA Edilarge,
- Président de SAS Saint Honoré,
- Représentant de SIPA au Conseil de Surveillance de SAS Publihebdos,
- Administrateur de la de la société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Représentant de la société des Publications du Courrier de l'Ouest au Conseil d'Administration de la SA Le Maine Libre.

■ **Monsieur Camille Thiery exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de Spir Communication SA
- Administrateur de Concept Multimédia Switzerland SA
- Président de Beh Holding SAS
- Président de Beh SASU

■ **Monsieur Philippe Toulemonde exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**

- Administrateur de la SA Spir Communication,
- Directeur Général délégué de la SA Ouest-France,
- Cogérant de la SARL Precom,
- Gérant de la SARL Nantes Medias,
- Gérant de la SARL Frequence Ille,
- Gérant de la SARL Demo Fm,
- Membre du Conseil de Surveillance de la SAS Publihebdos,
- Gérant de la société civile Maville Sc,
- Président du Conseil de Surveillance de la SA Infomer,
- Président et administrateur de la SA Com Quotidiens,
- Représentant permanent des sociétés Ouest-France, Le Courrier de l'Ouest, Le Maine Libre et Presse Océan au GIE Emploi Régions,
- Administrateur de la société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Administrateur de la SA Le Maine Libre,
- Directeur Général délégué et Administrateur de la Société d'Édition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO),
- Membre du conseil de surveillance de Ouest-France Multimédia SAS,
- Membre du conseil de surveillance de la société des Editions de Normandie Ouest (SEN OUEST) SAS,
- Membre du conseil de surveillance de Media Courtage SAS,
- Président de Ouest Plus Service SAS.

- **Monsieur Henri Tracou exerce à la date du 31 décembre 2010 le mandat** d'administrateur de Spir Communication SA.
  
- **La SOCIETE DE PARTICIPATION ET DE FINANCEMENT DANS LA COMMUNICATION (SOFIOUEST) exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**
  - Administrateur de Spir Communication SA, représentée par Gilles Moutel,
  - Administrateur de 20 Minutes SAS, représentée par Gilles Moutel,
  - Président de Sernas SAS, représentée par Gilles Moutel.
  
- **Monsieur Gilles MOUTEL exerce à la date du 31 décembre 2010 les mandats de :**
  - Représentant de Sofiouest au Conseil d'Administration de Spir Communication SA,
  - Directeur Général de SA Sofiouest,
  - Représentant de Sofiouest au Conseil d'Administration de 20 Minutes France SAS,
  - Représentant de Sofiouest à la Présidence de Sernas SAS,
  - Administrateur de Domplus SAS.

Afin d'être le plus complet et le plus transparent, il est précisé que :

- **Monsieur Francis Cartoux exerçait à la fin de son mandat au sein de Spir Communication, soit à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2010, les mandats de :**
  - Administrateur de Spir Communication SA,
  - Gérant de la SCI des Romarins,
  - Gérant de la SCI de la Pommeraie.